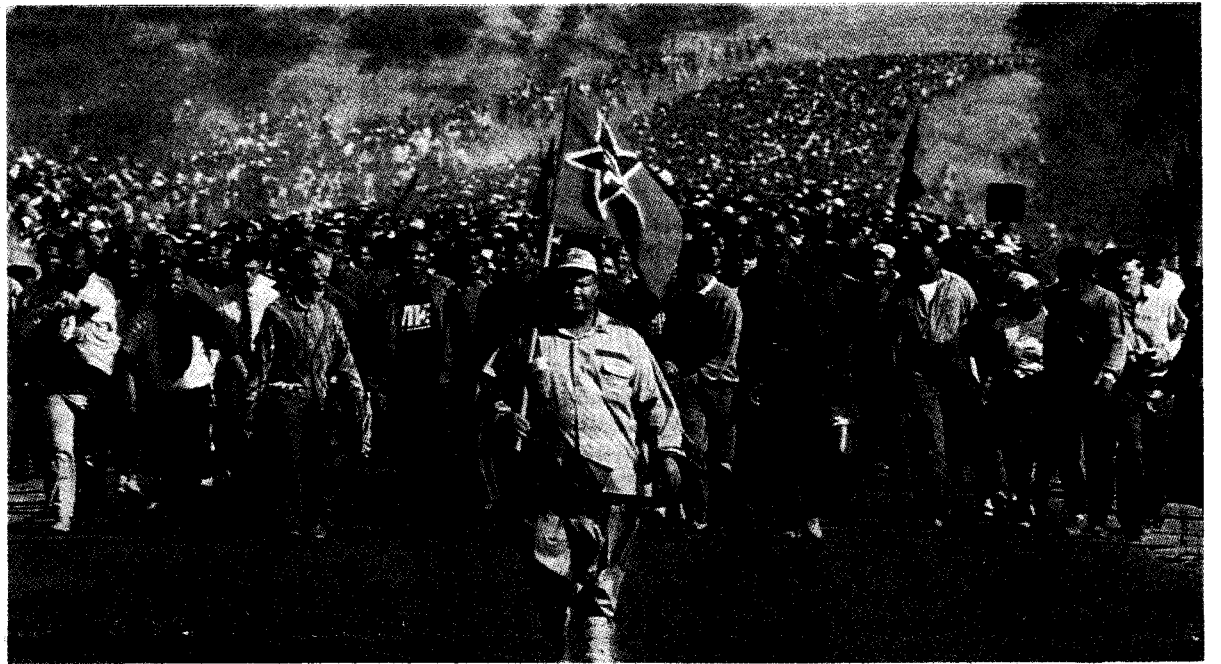


## Elections en Afrique du Sud

# L'accord ANC-De Klerk trahit la libération des Noirs



Bernstein/Gamma



Der Spiegel

Buthelezi, De Klerk et Mandela se serrent la main à l'occasion des élections. L'accord sur le « partage du pouvoir » maintient le capitalisme du néo-apartheid, et la puissance du prolétariat noir est entravée par le front populaire nationaliste avec la bourgeoisie.

L'article que nous reproduisons ci-dessous (traduit de Workers Vanguard n° 599, le journal de nos camarades de la Spartacist League/US), daté du 25 avril, a été écrit avant que soit connu le résultat des élections sud-africaines.

Une bombe de forte puissance dissimulée dans une voiture a explosé hier devant le siège du Congrès national africain (ANC) à Johannesburg, faisant dix morts et plus d'une centaine de blessés ;

**Pour un parti ouvrier bolchévique !  
Pour une république ouvrière centrée sur les Noirs !**

la déflagration a endommagé des immeubles jusqu'à cinq rues plus loin. Aujourd'hui, plus d'une dizaine de stations de taxis et de bureaux de vote ont été la

cible d'attentats à la bombe dans plusieurs régions d'Afrique du Sud. Ces ignobles attentats racistes sont presque certainement l'œuvre de Blancs ultra-

réactionnaires, agissant avec l'aide ou sous la direction d'éléments réfractaires de l'armée ou des services de sécurité.

Ces attentats à la bombe visant l'ANC, l'organisation soutenue par l'écrasante majorité de la population noire, surviennent un an après l'assassinat, commis par des fascistes liés à l'appareil d'Etat, de Chris Hani. Ce dirigeant du Parti communiste sud-africain (SACP) était aussi à

Suite page 6

## Toutes les forces de l'OTAN-ONU hors des Balkans !

# Défense de la Serbie contre l'attaque impérialiste !

24 avril - Les puissances impérialistes, en prenant une initiative lourde de dangers, menacent de devenir des belligérants actifs dans la guerre qui ravage depuis 3 ans l'ex-Yougoslavie et de lui faire subir une escalade dramatique. Le 22 avril, l'OTAN a signifié un ultimatum aux Serbes en leur demandant de retirer immédiatement leurs forces qui

assiègent Gorazde, à l'est de la Bosnie (et de s'abstenir d'attaquer quatre autres régions déclarées « zones de sécurité » par l'ONU), ou de s'exposer à des bombardements aériens. La menace de guerre de l'OTAN est maintenant appuyée par la Russie d'Eltsine. Alors que les forces serbes bosniaques auraient commencé à retirer leur artillerie,

les impérialistes pourraient lancer à tout moment des attaques militaires.

Les puissances occidentales sont de plus en plus frustrées de ne pas réussir à imposer leur ordre dans cette poudrière de l'Europe. Le blocus économique de la Serbie par les impérialistes, s'il cause des souffrances terribles à la population civile - en particulier aux

personnes âgées, aux enfants en bas âge et aux pauvres - n'a aucun effet sur la guerre sur le terrain en Bosnie. La dernière tentative de l'OTAN d'utiliser la force militaire (les raids ponctuels contre les forces serbes autour de Gorazde les 10-11 avril) s'est retournée contre ses instigateurs. Les Serbes ont

Suite page 8

M 2651 - 128 - 5,00 F-RD



**L'éclatement contre-révolutionnaire de la Yougoslavie  
a provoqué un bain de sang nationaliste**

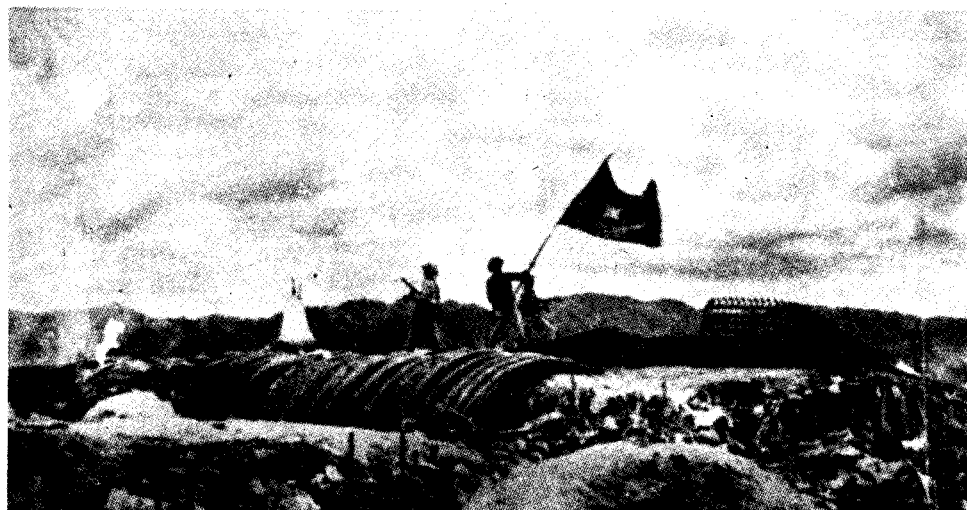
## 40ème anniversaire de Dien Bien Phu

# Nous saluons la victoire du peuple vietnamien sur l'impérialisme français !

La déclaration, que nous reproduisons ci-dessous, a été affichée par la Ligue trotskyste dans la fac parisienne de Tolbiac et dans la fac de Rouen.

Il y a quarante ans, le 7 mai 1954, à Dien Bien Phu, les combattants vietminh réduisaient en cendre les troupes d'élite de l'armée française. Des millions d'opprimés de par le monde se rallièrent au cri de victoire du peuple vietnamien.

La défaite sans précédent des « grands stratèges » colonialistes face à la détermination de ces « petits hommes jaunes » méprisés par ces arrogants officiers de l'armée coloniale française a fortement ébranlé la métropole impérialiste. Une métropole impérialiste d'où cette sale guerre coloniale avait été déclenchée avec la complicité des sociaux-chauvins du PCF et de la social-démocratie qui participaient au gouvernement. De l'Indochine à l'Algérie, la social-démocratie sera, comme toujours, en première ligne des sales guerres coloniales. Quant à la direction réformiste du PC, elle continuera à servir les intérêts de l'impérialisme en appelant jusqu'au bout au maintien dans le cadre de l'« Union française » de tous les peuples écrasés sous le joug du colonialisme français.



Le drapeau victorieux du Vietminh flotte sur les bunkers du camp retranché de Dien Bien Phu.

Mais cette raclée prise par le colonialisme français a été surtout une formidable inspiration pour tous les mouvements de libération des pays maintenus sous le joug colonial. Six mois après, le peuple algérien rentrait en lutte contre l'impérialisme français pour lui infliger, huit ans plus tard, une cuisante défaite.

En tant que trotskystes, nous saluons cette victoire qui est la nôtre et celle de

tous les exploités et les opprimés ! Une victoire dont le prolétariat de France est redevable au peuple vietnamien pour avoir défait « sa » propre bourgeoisie.

Avec sa formidable machine de guerre, la France voulait faire de Dien Bien Phu un symbole de sa puissance coloniale. Au contraire, dès le début de la bataille, le corps expéditionnaire français fut pilonné par l'artillerie vietminh et, après 57 jours

de bataille rangée, complètement anéanti dans un borbier sanglant. Pendant des jours et des semaines, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes - pour la plupart organisés dans les comités révolutionnaires vietnamiens - avaient acheminé à travers la jungle des tonnes de vivres et de matériel. C'est cette formidable mobilisation de tout un peuple qui a rendu la victoire possible ! Les Vietnamiens luttèrent pour leur indépendance nationale et le renversement de la barbarie capitaliste. Ils avaient un avenir à gagner !

Mais, au lendemain de Dien Bien Phu, les bureaucraties de Pékin et de Moscou - parrains des staliniens du Vietminh - ont bradé, au nom de la « coexistence pacifique », cette héroïque victoire du peuple vietnamien. Abandonnant sur la table des négociations ce qu'ils avaient gagné dans la bataille, les dirigeants du Vietminh acceptèrent la partition du Vietnam en deux. Pour les ouvriers et paysans vietnamiens, cette trahison a coûté 21 ans supplémentaires de sacrifices et de souffrances. 21 ans de guerre sauvage menée par les impérialistes qui voulaient ramener le Vietnam à l'âge de pierre. Ce qui manquait aux masses indo-chinoises, c'est un parti authentiquement

Suite page 11

## Un programme révolutionnaire pour la jeunesse

En février et mars derniers, la tentative de Balladur d'imposer le « contrat d'insertion professionnelle » (un sous-SMIC pour la jeunesse ouvrière) faisait descendre dans les rues des centaines et des centaines de jeunes, aux côtés des travailleurs, contre ce gouvernement réactionnaire et sa politique de régression sociale (lire dans le Bolchévik n° 127 notre article « Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout ! ») Balladur - à nouveau - a battu en retraite devant cette révolte de masse. Une révolte qui, dépassant le seul rejet du SMIC-jeunes, a exprimé la rage légitime de la jeunesse contre cette société qui la surexploite, l'opprime, l'exclut.

Dans son agonie, le capitalisme n'est, en effet, plus capable d'offrir aux jeunes qu'un « avenir » de chômage, de misère, de terreur raciste/fasciste, de guerre. A sa conférence de fondation, la Quatrième Internationale de Trotsky, le codirigeant

(avec Lénine) de la révolution d'Octobre, s'adressa spécifiquement à la question de l'oppression de la jeunesse. Elle créa une Internationale de la jeunesse, section jeune de la Quatrième Internationale, avec un programme visant à mobiliser l'enthousiasme et l'esprit offensif de la jeunesse dans la lutte pour l'instauration, sous la direction du parti révolutionnaire, d'un gouvernement ouvrier.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la « Plate-forme de lutte de la jeunesse travailleuse », datée du 1<sup>er</sup> septembre 1938, d'après le texte intégral publié dans le tome 1 des Congrès de la Quatrième Internationale.

1. Le capitalisme, qu'il soit autoritaire ou libéral, se révèle incapable d'apporter le moindre remède à la misère et à l'angoisse de la jeunesse laborieuse. Les jeunes veulent un métier et lorsqu'il consent (bien rarement !) à leur en donner un, ce n'est que pour mieux [les] enchaîner à une machine qui demain s'arrêtera de produire et les laissera crever de faim à côté des richesses qu'ils auront produites. Les jeunes veulent travailler, produire de leurs mains, utiliser leurs forces, et le capitalisme leur donne comme perspective le chômage ou « l'exécution de travaux dans des conditions autres que les conditions normales de la production », selon l'excellente et hypocrite définition donnée des camps de travail par la Société des nations, ou encore la production d'armements, qui engendre la destruction et non le mieux-être. Les jeunes veulent apprendre et on leur refuse l'accès à la culture. Les jeunes veulent vivre et on leur offre pour tout avenir de mourir de faim ou de périr dans une nouvelle guerre impérialiste. Les jeunes veulent créer un monde nouveau et on leur permet seulement de maintenir ou de consolider un monde pourri qui s'écroule. Les jeunes veulent

savoir ce que sera demain et la seule réponse que [leur] fasse le capitalisme est celle-ci : « Aujourd'hui, il faut encore serrer d'un cran la ceinture ; demain on verra... D'ailleurs, peut-être n'y aura-t-il pas pour toi de demain. » [...]

7. La tâche de sauver les jeunes chômeurs de la misère, du désespoir et de la

tion du chômage en général. La lutte pour la prolongation de la scolarité, pour la rééducation professionnelle obligatoire est liée à la lutte pour l'échelle mobile des salaires et pour l'échelle mobile des heures de travail. La lutte pour arracher au capitalisme des réformes qui visent à développer la conscience de classe de la

Manifestation parisienne du 31 mars contre le « CIP ». La jeunesse est descendue dans la rue aussi contre cette société qui l'exploite, l'exclut, l'opprime.



Le Bolchévik

démagogie fasciste, de les réintégrer dans la production et par-là même de les lier étroitement à la classe ouvrière est une tâche vitale pour l'avenir du prolétariat. Les révolutionnaires doivent lutter pour imposer au capitalisme : 1. de préparer la réintégration définitive des jeunes chômeurs dans la production par l'organisation de l'éducation et de l'orientation professionnelles ; 2. d'intégrer immédiatement les jeunes chômeurs dans une activité productive ; 3. d'organiser ces travaux, non selon des méthodes paramilitaires, mais sur la base du salariat libre : « A bas les camps de travail, volontaires ou obligatoires » ; 4. de fournir à la jeunesse, qu'il précipite dans la misère, les moyens de vivre [...].

14. [...] La disparition définitive du chômage des jeunes est liée à la dispari-

jeunesse travailleuse est liée à la lutte pour le contrôle ouvrier et pour les comités d'entreprise [comités d'usine]. La lutte pour les grands travaux est liée à la lutte pour l'expropriation des monopoles de fait pour la nationalisation du crédit, des banques et des industries clés. La lutte pour battre en brèche les tentatives de militarisation de la jeunesse est liée à la lutte contre le développement des tendances étatiques autoritaires et contre le fascisme, à l'organisation des milices ouvrières. C'est dans les cadres du Programme transitoire de la Quatrième Internationale qu'il convient de développer et d'appliquer le présent programme. C'est sous le signe de la lutte du prolétariat pour le pouvoir que la Quatrième Internationale fera triompher les revendications des jeunes exploités. ■

### LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)  
DIFFUSION: Alain Armandier  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte  
Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Paris Presse  
Chemin des Epinettes - 77200 Torcy  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

# Manifestations internationales contre la répression antikurde en Allemagne

Le 14 avril, de Paris à New York en passant par Londres, Toronto et Sydney, des manifestations ont donné l'alarme : des centaines de Kurdes en Allemagne sont menacés d'expulsion vers la Turquie - vers les tortures voire la mort. Ces rassemblements étaient appelés par les organisations de défense liées à la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). L'urgence de ces manifestations a été soulignée par le fait que déjà dans plusieurs Länder [régions] des ministres de l'Intérieur SPD-CDU ont ordonné des expulsions individuelles de Kurdes.

Avec l'appel à cette campagne internationale de protestation, nous avons mobilisé pour des actions de front unique : contre les expulsions ; contre l'interdiction par les autorités allemandes du PKK et de toutes les autres organisations kurdes ; contre l'interdiction du groupe de gauche turc Devrimci Sol. A Toronto et à Sydney, des partisans du PKK se sont joints aux manifestations et ont pris la parole pour dénoncer la terreur antikurde. A Londres, ont participé au rassemblement devant l'ambassade allemande plusieurs groupes britanniques et un cortège de Devrimci Sol avec drapeaux et bannières rouges. A New York, des participants au rassemblement devant le consulat allemand ont ensuite rejoint la manifestation protestant contre le premier ministre de Turquie en visite alors aux Etats-Unis. A Paris, ont participé au rassemblement appelé par le Comité de défense sociale (CDDS - l'organisation de défense lutte de classe liée à la Ligue trotskyste) le Centre d'information du Kurdistan (CIK) et l'Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT) dont a été lue une déclaration protestant « contre la répression de l'Etat turc contre le peuple kurde. [Mais] en Europe aussi les droits fondamentaux des étrangers en général, et des Kurdes en particulier, sont menacés. Il suffit de regarder ce qui se passe en Allemagne en ce moment [...]. Halte aux expulsions ! Halte aux massacres ! Luttons ensemble contre la ségrégation raciste ! Vive la solidarité internationale ! »

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que deux militants présumés du PKK en France viennent d'être écroués « pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Nous exigeons : Mitterrand-Balladur, bas les pattes devant les Kurdes ! Libération immédiate des Kurdes emprisonnés ! Levée des inculpations !

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du CDDS, datée du 8 avril. Des déclarations semblables ont été diffusées aussi en anglais, allemand et turc.

Au moment où l'armée turque intensifie sa guerre génocidaire contre le peuple kurde, le gouvernement allemand menace d'expulser en masse des centaines de Kurdes, dont le « crime » est d'avoir participé à des manifestations contre ces tueries. Le premier ministre de Turquie, Tansu Ciller, a proclamé que cette année verrait « la solution finale de la question kurde ». Tous les Kurdes expulsés d'Allemagne risquent d'abominables tortures, et dans bien des cas la mort, s'ils tombent entre les mains du régime turc.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAd) [section allemande de la LCI] et le KfsV [Komitee für soziale Verteidigung], l'organisation de défense lutte de classe qui lui est liée, sont connus pour avoir dénoncé à maintes reprises les attaques du IV<sup>e</sup> Reich contre les organisations kurdes, pour avoir participé à des manifestations et pour avoir appelé le mouvement ouvrier à agir de façon décisive afin de stopper la répression.

Aujourd'hui, dans le cadre d'une campagne internationale de protestation, le Comité de défense sociale (CDDS) appelle à Paris à un rassemblement contre la répression antikurde des autorités allemandes. A bas l'interdiction par les autorités allemandes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et de toutes les autres organisations kurdes ! A bas l'interdiction du groupe de gauche turc Devrimci Sol ! Halte aux expulsions !

En France aussi, les Kurdes sont sous les coups de la répression d'Etat. Le 18 novembre dernier, le gouvernement Mitterrand-Balladur organisait une rafle raciste dans l'immigration kurde, arrêtant une centaine d'hommes et de femmes présumés liés au PKK. Et quelques jours après, il interdisait deux associations kurdes, le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom Kurdistan). Dans une déclaration publiée alors appelant à « stopper dès maintenant ces attaques antikurdes », nous avons insisté sur l'urgence pour le mouvement ouvrier de « mobiliser sa puissance pour empêcher toute extradition et pour arracher la libération immédiate de tous les Kurdes emprisonnés et la levée totale des inculpations et de la dissolution des organisations kurdes ! [...] A bas la « forteresse Europe » ! Défense du droit d'asile ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! Mobilisations ouvrières-immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes ! »

Le CDDS a dénoncé cette attaque contre les Kurdes comme une attaque contre toute la classe ouvrière et contre tous les immigrés et opprimés. La terreur anti-immigrés est dans ce pays le fer de lance de l'offensive réactionnaire globale. Dernièrement encore, lors de la mobilisation massive des jeunes contre le « contrat d'insertion professionnelle » (CIP), le gouvernement a tenté d'opposer travailleurs et jeunes, et même jeunes entre eux, sur une base ouvertement raciste - en présentant la jeunesse multiethnique des banlieues, mobilisée, comme des « casseurs ». Il a même expulsé de France deux jeunes manifestants d'origine algérienne. Mais le gouvernement a dû finalement reculer devant la détermination d'une jeunesse, alliée aux travailleurs dans la lutte contre ce gouvernement réactionnaire. Et la mobilisation qui a arraché le retrait du « CIP » a aussi arraché l'annulation de l'expulsion des deux jeunes.

A Paris, le rassemblement se tiendra jeudi 14 avril, à 18 heures, place du Trocadéro, sur le parvis des Droits de l'homme (Paris 16<sup>e</sup>). D'autres rassemblements se tiendront à New York, Londres, Toronto et Sydney.

Les différents gouvernements turcs ont mené une guerre totale contre la minorité kurde, qui représente 15 millions de personnes. Plus de 1 700 000 Kurdes ont été contraints à l'exil. Depuis des dizaines d'années, le régime chauvin d'Ankara cherche à éradiquer toute manifestation de l'existence nationale du peuple kurde, allant jusqu'à interdire la musique et la langue kurdes ; il était interdit même de mentionner l'existence des Kurdes en tant que peuple distinct. En même temps qu'il dénonce comme « terroriste » le PKK mis hors-la-loi, le gouvernement turc mène une guerre de terreur contre le peuple kurde tout entier.

Rien que l'année dernière, Ankara a dépensé l'équivalent de plus de 35 milliards de francs pour la répression meurtrière contre les Kurdes dans le sud-est de la Turquie. Equipée de chasseurs-bombardiers américains Phantom, d'Al-

pha-Jet franco-allemands et de chars allemands, l'armée turque a détruit 874 villages kurdes dont la population a été chassée et emprisonnée derrière des barbelés. Pendant les élections municipales qui se sont tenues en mars dernier sous la loi martiale, les locaux du Parti démocratique kurde (DEP), une organisation censée être « légale », ont été plastiqués. Et les sept députés de ce parti ont été emprisonnés. Un corps expéditionnaire de 300 000 soldats a été mobi-

sel, le KfsV était présent avec une banderole qui proclamait : « A bas l'interdiction du PKK et de toutes les organisations kurdes ! »

Le mois dernier, les célébrations de la fête de Newroz (le Nouvel An kurde) ont été interdites dans de nombreuses villes allemandes, comme constituant une « activité politique illégale ». Des centaines de milliers de Kurdes stoppés par des barrages de police furent matraqués et arrêtés. Désespérés, trois Kurdes s'immolèrent



Le Bolchévik



WV

14 avril - Campagne internationale de manifestations contre la répression antikurde du gouvernement allemand. En haut à droite à New-York, à gauche à Paris, ci-contre à Londres.



Workers Hammer

lisé pour terroriser la région kurde.

Depuis l'invasion sanglante de l'Irak par une coalition impérialiste dirigée par les Etats-Unis, en 1991, le gouvernement turc a porté sa terreur antikurde dans les camps de famine pour réfugiés kurdes installés par l'ONU dans le nord de l'Irak. Et depuis l'année dernière, les « parrains » d'Ankara dans l'OTAN ont porté cette guerre dans les importantes populations immigrées kurdes d'Europe de l'Ouest. Une semaine après la rafle antikurde du gouvernement français, le gouvernement allemand chrétien-démocrate de Kohl, soutenu par l'« opposition » social-démocrate (SPD), interdisait le PKK et 35 autres organisations kurdes comptant des dizaines de milliers de sympathisants. Cette mesure venait s'ajouter à l'interdiction, depuis plusieurs années, du groupe de gauche turc Devrimci Sol.

Un climat pogromiste visant les Kurdes a été instauré dans toute l'Europe de l'Ouest. Début septembre, plus de 1 500 Kurdes venus de Paris pour participer à un festival du PKK à Francfort ont été stoppés à la frontière allemande et bloqués pendant plusieurs heures à bord de leurs cars. Le 26 novembre, dans la tradition tristement célèbre de la Gestapo, la police allemande, au petit matin, a investi et dévasté 160 locaux d'associations kurdes ainsi que de nombreux appartements. Mi-décembre, la police a une fois encore arrêté des cars qui se rendaient à une réunion du PKK à Francfort ; et tandis qu'en signe de protestation des centaines de Kurdes bloquaient l'autoroute à Kas-

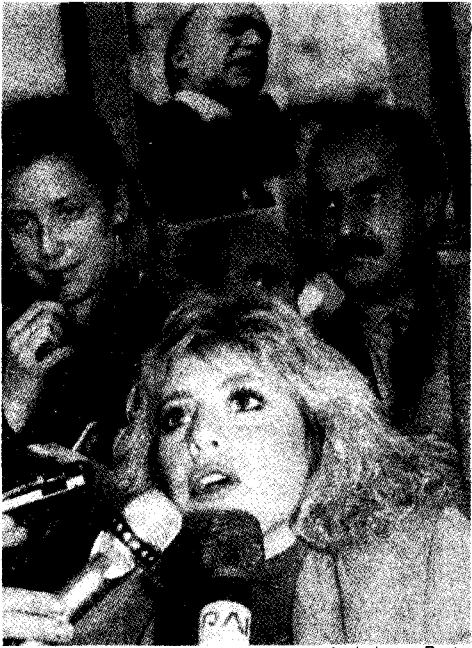
par le feu en signe de protestation. Deux d'entre eux étaient des femmes dont les familles au Kurdistan avaient été massacrées par l'armée et les escadrons de la mort turcs. Une marche pour leurs funérailles, organisée le 27 mars en Allemagne, à Mannheim, a également été interdite - comme en Afrique du Sud - avec un déploiement massif de la Bundesgrenzschutz (police des frontières, paramilitaire). Malgré tout, 10 000 personnes défilèrent dans les rues de Mannheim, en dénonçant le IV<sup>e</sup> Reich allemand comme le continuateur du régime nazi aux cris de « Hier les Juifs, aujourd'hui les Kurdes ! »

Quand des manifestants kurdes eurent l'« audace » de bloquer les autoroutes (construites par Hitler), des journaux comme le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (24 mars) affirmèrent hystériquement que cela était pire que la terreur de masse. Le gouvernement a inculpé 500 manifestants - dont rien moins que 389 dans le Land (région) de Nordrhein-Westfalen dirigé par le SPD. Il menace de les expulser en masse. Le SPD demande seulement un « procès équitable » en préalable à leur expulsion. Il y a un an de cela, ces « socialistes » avaient aussi voté les restrictions draconiennes au droit d'asile (droit inscrit dans la constitution allemande) proposées par Kohl - une mesure constituant un encouragement et une récompense à la terreur fasciste contre les « étrangers ».

Il y a aujourd'hui plus de 500 000 immigrés kurdes en Allemagne, dont

Suite page 11





Controluce - Reuter



Scatolon/Contrasto/Rea



Der Spiegel

Vainqueur des élections, Silvio Berlusconi entre ses partenaires de bloc, la fasciste Alessandra Mussolini (à gauche) et le populiste raciste Umberto Bossi (à droite).

# Sinistre victoire électorale de la réaction italienne

Milan - Dans les élections des 27 et 28 mars, l'Italie a voté pour le gouvernement le plus à droite qu'ait connu ce pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le « Pôle des libertés » - un bloc électoral mis sur pied par le magnat de la presse (et membre de la sinistre loge « maçonnique » P2) Silvio Berlusconi - a remporté 42 % des voix. Avec le nouveau système électoral, cela lui donne une majorité absolue en sièges. Les alliés de Berlusconi - les populistes racistes de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et les « néofascistes » du MSI, rebaptisé « Alliance nationale » et dirigé par Gianfranco Fini - sont maintenant occupés à se disputer le butin et défendent des politiques radicalement divergentes : fédéralisme contre république présidentielle unitaire. Mais ce que tous réservent à la classe ouvrière italienne, ce sont des licenciements en masse, le démantèlement de l'« Etat providence », le laminage des syndicats dans le contexte de la volonté de la bourgeoisie de mettre en place un « Etat fort ».

La réforme électorale antidémocratique était destinée à mettre fin aux cabinets-chaises musicales et aux sempiternelles « crises » parlementaires qui ont

donné à l'Italie 52 gouvernements depuis 1945. Un « gouvernement fort » était aussi supposé mettre un terme à la corruption endémique qui était la pierre angulaire du régime démocrate-chrétien (dernièrement déguisé en coalition de quatre puis de cinq partis) qui a gouverné le pays pendant presque un demi-siècle. Que cette élection inaugure une « Deuxième République » ou n'en soit que le prologue, de sinistres candidats bonapartes rôdent déjà, comme l'ancien président de la république Cossiga. Dès l'annonce des résultats électoraux, les chemises noires et les skinheads du MSI sont descendus sur la Piazza Venezia faire le salut de la victoire fasciste à l'endroit même où le Duce haranguait les foules. Alessandra Mussolini (sa petite-fille) a été élue députée de Naples et, pour la première fois depuis la chute de Mussolini, des ministres fascistes siègeront peut-être au gouvernement.

La victoire de la droite a été aussi une sévère défaite de la gauche-front populaire, les « progressistes » menés par le Parti démocratique de la gauche (PDS) d'Achille Occhetto, la transmutation social-démocrate du Parti communiste italien (PCI). A la remorque du PDS, on trouvait Rifondazione Comunista (RC), le vestige eurostalini qui a refusé de renoncer à la faucille et au marteau pour le nouvel emblème du chêne, mais qui continue la politique réformiste du PCI. Les 33 % des voix recueillies par les « progressistes » - y compris les Verts et le « Rete » (réseau) anti-Mafia -, s'ils représentent un progrès par rapport aux dernières élections parlementaires (en 1992), sont en forte baisse par rapport aux élections administratives (municipales) de décembre dernier, où des candidats du front populaire ont remporté les mairies de Rome, Naples, Milan et d'autres grandes villes.

La banqueroute manifeste du régime de la démocratie-chrétienne (DC) qui a gouverné le pays pendant une longue période (environ le tiers des députés sortants sont inculpés pour corruption) signifiait une crise du gouvernement bourgeois. Avec l'effondrement de la DC et de ses alliés, notamment les socialistes (PSI) de Bettino Craxi, en l'absence d'un parti représentant directement la grande bourgeoisie, et la « gauche » parlementaire, dirigée par le PDS, et le MSI fasciste ont vu leurs scores électoraux aug-

menter en décembre. Occhetto et Cie se sont présentés comme les garants de la stabilité et s'attendaient à être finalement appelés à gouverner. Le dirigeant du PDS est allé à Londres pour asseoir sa crédibilité auprès des financiers de la City, puis à Bruxelles pour jurer fidélité à l'OTAN ; il a reçu le feu vert de l'ambassadeur américain, la bénédiction du Pape et le soutien ou l'accord tacite de secteurs clés du capitalisme italien.

Malgré cela, les « progressistes » ont subi une sévère défaite. Pourquoi ? Berlusconi et ses alliés ont gagné les élections en partie en excitant l'hystérie du « péril rouge » et en récupérant les voix anticommunistes qui par le passé allaient à la démocratie-chrétienne et à ses satellites. Mais sa machine électorale « Forza Italia » (En avant l'Italie !) a attiré aussi le vote de protestation de milliers de travailleurs, de chômeurs et de petits-bourgeois ruinés, qui ont cru aux promesses mirobolantes de Berlusconi sur la création d'« un million d'emplois nouveaux ». Au contraire, le front populaire mené par le PDS, qui s'était engagé à gérer de façon « responsable » les affaires de la bourgeoisie, avait promis de continuer l'austérité antiouvrière brutale du gouvernement Ciampi. En outre, le dirigeant de RC Bertinotti a effrayé la classe moyenne, non pas avec le spectre de la révolution rouge mais avec la menace d'imposer les bons indexés du Trésor - la protection de la petite-bourgeoisie contre l'inflation !

N'offrant rien à personne sauf au grand capital, et promettant « du sang, de la sueur et des larmes » aux travailleurs, le PDS-RC a en fait perdu de son soutien parmi les travailleurs au moment décisif. Des secteurs de la classe ouvrière dans les concentrations industrielles importantes du nord, désillusionnés par ce qu'ils considéraient être « leurs » partis, ont voté pour Forza Italia ou pour les racistes de la Ligue du Nord de Bossi. A Sesto San Giovanni (surnommé le « Stalingrad italien »), dans la région de Mirafiori à Turin (où est implantée la principale usine Fiat), à Arese au nord de Milan (la ville d'Alfa Romeo), etc., le PDS, RC et la bureaucratie syndicale sont responsables de ce passage d'une partie des travailleurs du côté des racistes et des réactionnaires. RC a perdu plus de la moitié des voix qu'elle avait remportées dans les régions industrielles aux élections locales

en décembre.

Dans un tract publié à la veille des élections de mars, nos camarades de la Lega trotskista d'Italia (LTd'I) appelaient à ne donner « aucune voix pour le front populaire bourgeois ! Construisons un parti bolchévique ! » et mettaient en garde que « les « progressistes » veulent renforcer l'austérité capitaliste ». Le tract expliquait : « Avec l'enterrement de la « république des corrompus », c'est maintenant l'heure de la deuxième république des « mains propres » [anti-pots de vin]. Mais le choix entre la gauche et la droite est un choix entre des alternatives bourgeoises, toutes deux ennemies des travailleurs et des opprimés [...]. Ce front populaire de collaboration de classes entre patrons et partis ouvriers réformistes ne stoppera pas les fascistes, et il préservera le régime raciste d'austérité qui nourrit la vermine en chemises noires et démoralise la classe ouvrière. De plus, il enchaîne le prolétariat à ses ennemis de classe : il présente comme candidats des éléments bourgeois comme les anciens vice-présidents d'Olivetti et de la Confindustria [le CNPF italien] ; il bénéficie du soutien de Benetton et de la sympathie du patron de Fiat Agnelli et de la Bourse. Avec la bipolarisation du pays, qui se traduit dans la rue, avec l'offensive capitaliste et la recrudescence des agressions racistes, il est une nécessité urgente : construire une direction révolutionnaire pour mener une lutte de classe dure. Dans les élections des 27-28 mars, la Lega trotskista est contre tout vote pour le front populaire ou pour tout parti qui y appartient, y compris Rifondazione Comunista. »

Au lendemain des élections, nous disons à nouveau que ce qui sera au bout du compte décisif, ce ne sont pas des élections bourgeoises et des réaménagements parlementaires, mais la lutte de classe. Une riposte ouvrière puissante est nécessaire, commençant par des luttes défensives pour mettre en échec les attaques féroces de la droite. Et la clé pour gagner ces batailles, c'est de rompre avec les réformistes partisans de la collaboration de classes qui sont au service du capital, qui ont détruit des acquis ouvriers comme la scala mobile (l'indexation des salaires sur l'inflation, gagnée en 1946) et qui font obstacle aux mobilisations contre la terreur fasciste et raciste. Nous cherchons à construire un parti authentiquement bolchévique, qui luttera non pas pour des portefeuilles ministériels mais



Paolo Highi - Contrasto - Saba

Achille Occhetto, dirigeant du « Pôle progressiste »

pour le pouvoir de la classe ouvrière. Le raz-de-marée électoral de la droite n'est pas seulement la conséquence de l'effondrement de l'ancien establishment balayé par le scandale de la *Tangentopoli* (la cité des pots-de-vin) ; il est aussi la conséquence de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés de l'Europe de l'Est. Au lieu d'apporter un « nouvel ordre mondial », la restauration du capitalisme a entraîné chaos et désespoir social, avec la multiplication des agressions racistes et des pogromes fascistes contre les travailleurs immigrés, les Tsiganes et les Juifs, ainsi que des guerres nationalistes fratricides. A l'Ouest, les bourgeoisies européennes, qui ne sont plus préoccupées par la « menace communiste », ne considèrent plus qu'il soit nécessaire de faire des concessions aux travailleurs. Confrontés à la crise économique la plus aiguë depuis 1929, les capitalistes gémissent que leurs profits ne peuvent plus supporter le coût de l'« Etat providence », qui subit des attaques dans toute l'Europe.

Au contraire, les idées en vogue aujourd'hui sont les « privatisations » et le « libre marché » – des mots de code pour donner l'opportunité aux patrons d'augmenter leurs profits au moyen d'une exploitation sans entraves. Le nouveau « miracle italien » de Berlusconi, le magnat de Fininvest, signifie exactement cela : la liberté de licencier en masse, de s'attaquer aux syndicats, de diminuer les impôts sur les profits, de dépouiller les industries d'Etat (en partie pour payer l'énorme dette de Fininvest, qui dépasse l'équivalent de 10 milliards de francs) et de détruire le système des retraites et de la sécurité sociale afin de revenir au système des assurances privées. En fait, la victoire de la droite annonce un brusque retour aux années 1950, quand il suffisait d'être membre du syndicat communiste CGIL pour être chassé de son usine. Bossi, le dirigeant de la Ligue du Nord, parle de « plafonds » pour les salaires ; avec l'ex-libéral Pannella, il a lancé un référendum pour abolir les indemnités de chômage, le seul moyen de survie pour des centaines de milliers d'ouvriers licenciés.

Le nombre des chômeurs en Europe dépasse déjà la barre des 20 millions (il y a officiellement plus de 3 millions de chômeurs en Italie). Pour mettre en pratique son programme « sang, sueur et larmes » face à la résistance prévisible de la classe ouvrière, la troïka raciste-fasciste-berlusconienne se prépare à utiliser un poing de fer. La bourgeoisie a besoin d'un *Etat fort* pour mettre la classe ouvrière à genoux. Son programme peut et doit être stoppé par des mobilisations de la classe ouvrière et de ses alliés, les immigrés, les femmes, les retraités et les lycéens et étudiants. Mais pour combattre efficacement la réaction, la classe ouvrière doit se libérer de ses dirigeants réformistes traîtres. Les éléments les plus conscients des masses ouvrières doivent être arrachés au PDS et à RC et gagnés au combat pour construire un parti léniniste-trotskyiste, la clé de la victoire contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Il faut combattre le programme bourgeois antiouvrier des « progressistes » avec un programme pour la lutte de classe. Défense de l'emploi au moyen d'une échelle mobile des heures de travail : tout le travail disponible doit être réparti entre les travailleurs, italiens et « immigrés ». Défense du niveau de vie contre l'inflation au moyen d'une échelle mobile des salaires ! Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat ! Pour l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures – pour un service public de santé de qualité pour tous ! Pour le libre accès à un enseignement supérieur gratuit, avec une bourse adéquate pour les étudiants ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leurs familles ! Pour des milices ouvrières afin de défendre les piquets de grèves contre les jaunes et écraser les attaques fascistes et

racistes ! Un tel programme de revendications transitoires pourra transformer les luttes défensives qui se préparent contre le régime de droite en bataille offensive menant à un gouvernement ouvrier basé sur des conseils ouvriers.

**« Unité des progressistes » : obstacle aux luttes des travailleurs**

La progression électorale du MSI, de 6 % en 1992 à environ 14 % aujourd'hui, a été accompagnée d'une multiplication parallèle des agressions fascistes. Le PDS-RC colporte l'illusion qu'il est possible de stopper les fascistes dans les urnes. Ceci paralyse le mouvement ouvrier et empêche les mobilisations du prolétariat et de ses alliés, qui seules sont capables d'arrêter les escouades fascistes. Rifondazione Comunista, qui est tellement avide de voix « antifascistes », est presque complètement absente des manifestations antifascistes combattives. Par exemple, à



Les ouvriers d'Alfa-Romeo, une filiale de Fiat, manifestent contre les licenciements, mais leurs dirigeants traîtres les enchaînent au front populaire.

la manifestation du 26 février à Ostia, près de Rome, contre une agression meurtrière perpétrée par des skinheads contre un ouvrier tunisien, RC n'a même pas pris la peine d'envoyer un cortège.

Un mois plus tard, le « capo » du MSI Buontempo a été élu à Ostia avec 52 % des voix. Encouragés par les résultats des élections, des nerfs fascistes ont poignardé trois membres de RC (un est à l'hôpital dans un état grave), ont incendié le local de RC à Primavalle et ont mené une autre attaque à Monteverde, le tout en l'espace de quelques jours. La réaction de RC a été de faire appel aux « forces de l'ordre » – c'est-à-dire à la police. Ce sont ces mêmes « forces de l'ordre » qui avaient accusé un membre de RC, Lussurgiu, d'avoir soi-disant placé une bombe au siège de la Confindustria. Il est vraiment suicidaire d'appeler l'Etat à défendre les locaux et les militants du mouvement ouvrier et les victimes de la terreur fasciste.

Les tueurs fascistes doivent être extirpés de leurs trous et écrasés avant qu'ils écrasent la classe ouvrière ! Alors que RC a foi dans les articles de la constitution « née de la Résistance », nous, trotskystes, appelons à la formation d'escouades ouvrières de défense. Comme l'expliquait le tract de la LTDI du 24 mars, « la classe ouvrière doit se rappeler son histoire, comme la manifestation à Gênes en 1960 qui a empêché le MSI de tenir son congrès et qui a mis en déroute les tueurs fascistes. Derrière l'« anti-fascisme » parlementaire, il y a le programme de la collaboration de classes. Dans une interview accordée au Corriere della Sera (19 mars), le dirigeant de RC Bertinotti a admis que cette alliance « progressiste » est un « front populaire, comme celui de Léon Blum en France et celui des républicains en Espagne pendant les années 30, ou celui d'Allende au Chili en 1973 ». Le Front populaire français a désarmé la classe ouvrière et l'a empêchée de prendre le pouvoir en juin 1936. Les trahisons des staliniens et de la SFIO (le parti social-

démocrate) de Blum ont amené le Front populaire à se dissoudre et à céder le pouvoir au régime de Vichy, allié des nazis. En Espagne, le Front populaire a ouvert la voie aux troupes fascistes de Franco (soutenu par Hitler et Mussolini), après avoir réprimé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers pendant l'héroïque insurrection de Barcelone en 1937 et après avoir décimé les secteurs les plus combattifs du prolétariat espagnol. Et au Chili, une semaine avant le coup d'Etat, Allende, qui brisait les grèves, avait nommé à la tête des forces armées Pinochet, le boucher qui ensuite l'a renversé et qui a massacré des dizaines de milliers de travailleurs et d'opposants. Les fronts populaires, où qu'ils se soient formés, ont ouvert la voie à la droite et ont désarmé les luttes antifascistes. Les militants de RC qui ne veulent pas répéter ces expériences tragiques, explicitement approuvées par le secrétaire de leur parti, doivent rompre avec les dirigeants traîtres

et s'engager dans la voie de la construction d'un parti léniniste authentique. »

**Forgeons un parti léniniste-trotskyiste !**

Lors de son récent congrès, en janvier, un tiers des délégués de RC ont exprimé, de différentes manières, leur opposition à la participation au « Pôle progressiste ». Ces courants d'opposition – un bloc entre d'anciens dirigeants de Democrazia Proletaria et du PCI, des dirigeants des COBAS (« comités de base » – des groupes d'opposition syndicalistes dans les usines) et des pseudo-trotskyistes comme Livio Maitan, Franco Grisolia et Marco Ferrando – ne sont rien d'autre que l'aile gauche du front populaire. Grisolia et Ferrando ont consacré un numéro entier de leur revue (*Proposta* n°3) à argumenter comment il est nécessaire de voter pour les « progressistes ». Dans *Libera-zione* (le journal de Rifondazione Comunista), Ferrando appelle les partisans de la « motion 2 » à ne pas quitter RC.

Les ouvriers d'Alfa-Romeo, Fiat et Olivetti doivent s'être sentis mal à l'aise de devoir voter pour une coalition avec le patron d'Olivetti, De Benedetti, et le maire de « Fiat ville » (Turin), Castellani,

alors qu'ils sont en train d'être licenciés par milliers. Et maintenant, les premiers à avoir goûté à la Deuxième République auront été les 620 ouvriers d'Enichem, dans la ville méridionale de Manfredonia. Quelques heures à peine après la fermeture des bureaux de vote, ils recevaient des lettres les informant qu'ils allaient être mis à la porte.

Aujourd'hui, sous le choc de la victoire électorale de la droite et désorientés par le front populaire, certains travailleurs et jeunes pourraient croire que Berlusconi et Cie sont forts et qu'on ne peut leur résister. Au contraire, ils sont très instables, et pas seulement à cause de leurs violentes dissensions intestines (Bossi accuse maintenant Berlusconi d'ambitions dictatoriales, le surnomme « Berlusconi » et appelle son parti antiparti « Farsa Italia »). La raison centrale de l'élection de la droite a été la totale *faillite politique de la gauche réformatrice*, qui trahit les ouvriers pour de vains espoirs de portefeuilles ministériels pendant que la DC et le PSI monnaient leurs services pour des pots de vin. Le phénomène Berlusconi, surgi de nulle part, a volé vers la victoire avec des promesses mensongères d'emplois. Mais cet aventurier politique ne peut fournir ces emplois.

Il y a un parallèle inévitable avec la victoire de la droite gaulliste en France il y a un an. Après une campagne électorale dont le sujet le plus brûlant était le *chômage*, la droite française a gagné uniquement parce que le front populaire de Mitterrand (au pouvoir pendant les douze dernières années) n'avait manifestement aucune réponse. La gauche a été réduite à une petite minorité au Parlement ; la popularité du premier ministre Balladur a grimpé. Pourtant, en moins de quelques mois, le gouvernement de Balladur a vacillé sur ses bases quand les travailleurs d'Air France se sont révoltés contre le plan prévoyant la privatisation de la compagnie aérienne et des milliers de suppressions d'emplois/licenciements. A la suite de cette victoire, le gouvernement de droite a reculé sur son projet de financement des écoles privées. Et les lycéens et étudiants viennent de forcer Balladur à abandonner son plan de « CIP » (qui sert explicitement de modèle au « nouveau miracle italien » annoncé à grands sons de trompe par Berlusconi).

Ces luttes montrent que la résistance ouvrière peut l'emporter. La révolte ouvrière italienne contre le bradage de la *scala mobile* à l'automne 1992, pendant laquelle des ouvriers combattifs lançaient des pièces de monnaie et des boulons sur les dirigeants traîtres des syndicats, prouve que la volonté de lutter est présente. Ce qui est par-dessus tout nécessaire, c'est une bataille pour briser l'étau des réformistes, qui ligotent la classe ouvrière dans la camisole de force du front populaire, l'enchaînant ainsi à ses ennemis de classe. Il faut forger un parti communiste authentique, pénétré de l'internationalisme de Lénine et de Trotsky, un parti irrévocablement opposé à la collaboration de classes et indissolublement attaché au programme bolchévique de la révolution socialiste mondiale. La Lega trotskista d'Italia se bat pour construire un tel parti.

- Traduit de Workers Vanguard n° 598

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK**

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international  
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Afrique du Sud...

Suite de la page 1

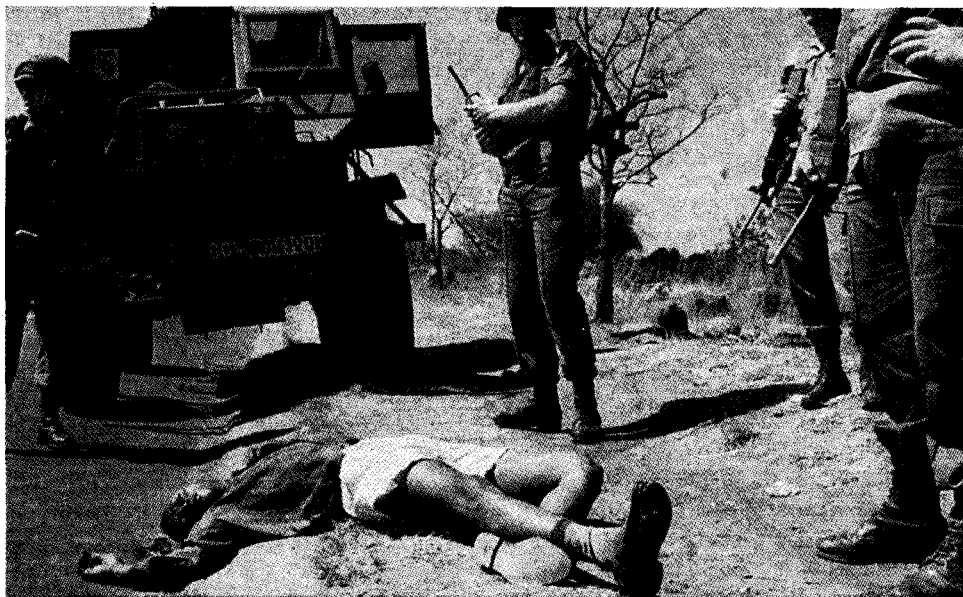
la tête de la branche militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (MK). Ils s'en prennent à l'idée même que les Noirs, les métis et les Indiens d'Afrique du Sud puissent avoir le moindre droit démocratique.

Avec les élections à la nouvelle Assemblée nationale commune, qui commenceront demain et doivent se poursuivre durant trois jours, c'est la première fois que la possibilité de voter est donnée à la majorité des Africains noirs qui représentent les *trois quarts* de la population. La classe dirigeante blanche a été contrainte à cette concession par de longues années de luttes déterminées des masses sud-africaines opprimées, d'abord contre le pouvoir colonial britannique et ensuite, après 1948, contre le système de l'apartheid dominé par les Afrikaners.

La menace d'une révolte des partisans de la domination blanche contre le gouvernement dominé par l'ANC que Mandela conduira après les élections est réelle et dangereuse. Mais les immensément riches propriétaires des mines, industriels et financiers blancs, ainsi que leurs partenaires plus puissants de Wall Street et de la City de Londres - ceux qui possèdent et dirigent véritablement l'Afrique du Sud -, ont misé tout leur avenir sur l'« accord national de paix », le marché qu'ils ont conclu avec la direction de l'ANC. Ils calculent, avec raison, que l'ANC (déjà installé dans les allées du pouvoir depuis décembre dernier par le truchement du « Conseil exécutif de transition » [TEC]), une fois au gouvernement, défendra et administrera le pouvoir capitaliste. La semaine dernière, dans un discours prononcé à la Bourse de Johannesburg, Mandela déclarait : « *L'économie doit être construite sur des principes solides, sur les principes du marché. Si vous examinez notre programme, il n'y a pas une seule phrase sur les nationalisations.* »

Les capitalistes blancs qui dirigent l'Afrique du Sud savent que l'immense autorité politique de l'ANC est l'instrument le plus puissant à leur disposition pour étouffer et repousser les espoirs et les revendications des masses noires. Et les espérances sont gigantesques. L'immense majorité non blanche, jadis privée de tout droit politique, voit ces élections comme ouvrant la voie à la « liberté » et à une part des richesses produites en Afrique du Sud. Une réflexion d'une grand-mère d'un campement de squatters de la province de Western Cape indique les limites de la « patience » des déshérités : « *Nous serons patients une fois qu'il [Mandela] sera élu, et donc peut-être que les premières améliorations ne seront pas visibles ici avant un ou deux mois* » (New York Times, 21 avril) !

Bien que les élections soient présentées par l'ANC comme la « transition vers la démocratie », elles sont en fait bien loin d'« une personne, une voix ». *Quel qu'en soit le résultat*, le principal parti de la classe dirigeante blanche, le Parti national (NP) dirigé par le président De Klerk, se voit garantir une place dans un « gouvernement d'unité nationale » pendant une période de cinq ans. Cette garantie est incluse dans la « clause du crépuscule », acceptée par l'ANC, qui donne un portefeuille ministériel à tout parti obtenant au moins 5 % des voix et qui impose la nécessité de l'approbation des deux tiers du cabinet sur « certaines questions ». Le NP et l'autre grand parti blanc, le Parti démocrate, auront par



L'armée sud-africaine, avec ses tueurs racistes, sera préservée sous le régime de néo-apartheid.

conséquent un droit de veto de fait sur toutes les décisions importantes.

Mandela a fait le maximum pour rassurer et se concilier les capitalistes, dont il est maintenant devenu le partenaire subordonné. Toute la phraséologie radicale des années de lutte - la rhétorique « socialiste » du SACP et de la fédération syndicale COSATU - est passée à la trappe et a été remplacée par le langage de la « modération » et du compromis. Le droit de propriété capitaliste a été intégré à une « Déclaration des droits » !

La police et l'armée sud-africaine (SADF) - les tueurs de Sharpeville et de Soweto, les forces d'occupation coloniales en Namibie et en Angola - garderont intact leur commandement actuel. Quant à l'aile militaire de l'ANC, la MK, elle est dissoute et partiellement intégrée dans la SADF ou dans l'impuissante National Peacekeeping Force, chargée de contrôler les townships noirs. Et dans un de ses derniers meetings électoraux, Mandela s'est « engagé à faire en sorte que le nouveau gouvernement qu'il espère diriger fasse respecter fermement les restrictions au port d'armes » (New York Times, 24 avril). Cela signifie laisser les Noirs sans défense face aux racistes de l'armée, de la police et des organisations paramilitaires fascistes.

Mangosuthu Buthelezi, dont le mouvement zoulou Inkatha s'est allié au Parti conservateur et à des réactionnaires blancs encore plus à droite, s'est efforcé depuis des mois de saboter les élections. Les forces de l'Inkatha ont encouragé et perpétré d'abominables attaques contre les sympathisants de l'ANC, en cherchant à exploiter les divisions tribales. Mais la semaine dernière, Mandela a garanti au cousin de Buthelezi, le roi zoulou Goodwill Zwelethini, le statut de « monarque constitutionnel », avec des subsides vraiment royales, afin d'obtenir de l'Inkatha qu'il mette fin à son boycott des élections - ce qui fut fait.

Les capitalistes parient sur un gouvernement dirigé par l'ANC comme le meilleur moyen d'obtenir des conditions stables pour poursuivre l'extraction des ressources naturelles d'Afrique australe et la surexploitation du prolétariat noir. La caste dominante blanche, qui représente 13 % de la population sud-africaine, possède 86 % des terres, 90 % de tous les moyens de production et jouit d'un revenu moyen annuel dix fois supérieur à celui des Noirs. Trois Noirs sur cinq vivent dans des régions rurales où plus de 80 % des habitants n'ont pas l'électricité et plus de 90 % pas de sanitaires. La moitié des travailleurs noirs n'ont pas un

emploi permanent régulier.

Face à cette situation apocalyptique, l'ANC promet un « Programme de reconstruction et de développement » (PRD) de cinq ans, qui prévoit notamment la construction d'un million de logements neufs, la connexion au réseau électrique de 2 millions et demi de foyers, dix ans de scolarité gratuite pour tous et la création de deux millions d'emplois au moyen de programmes de travaux publics. Mais la bourgeoisie n'a aucunement l'intention de financer des travaux publics de cette ampleur. Comme le soulignait l'économiste en chef de la Johannesburg Nedbank, « *avec des ressources limitées et un potentiel fiscal limité, ce n'est pas faisable. Le problème auquel sera confronté le prochain gouvernement, c'est de savoir si le nouvel électorat va accepter le fossé entre ce qu'ils espèrent et ce qui sera réellement réalisé.* »

Un suffrage authentiquement universel, la scolarisation universelle, l'égalité de tous les peuples d'Afrique du Sud, les pleins droits de citoyenneté (y compris le droit de vote) pour les centaines de milliers de travailleurs immigrés venus des pays voisins et pour leurs familles, à travail égal salaire égal, le droit des populations noires des campagnes (en particulier dans les territoires désolés des ban-toustans) aux terres qui leur ont été

capitalisme de l'apartheid est le sang des Noirs transmuté en or. Et pour les patrons de l'apartheid, cela n'est pas négociable.

### ANC-SACP : hommes de paille noirs du capitalisme de néo-apartheid

La compréhension que sans la prise du pouvoir par le prolétariat socialiste il est impossible, dans un pays comme l'Afrique du Sud, de réaliser les multiples tâches démocratiques révolutionnaires non accomplies est centrale à la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Cela a été démontré par le parti bolchévique de Lénine quand celui-ci a pris la tête de la lutte victorieuse pour la dictature du prolétariat en octobre 1917. La conquête des droits démocratiques élémentaires (sans parler de l'expansion et de la redistribution économiques gigantesques nécessaires pour assurer une vie décente à tous les habitants de l'Afrique du Sud) ne pourra être obtenue qu'en brisant le pouvoir économique et politique des conglomérats miniers et manufacturiers géants, en expropriant leurs actifs et en jetant ainsi les bases d'une économie planifiée, sous un régime des conseils ouvriers.

L'Afrique du Sud a besoin d'un *gouvernement ouvrier centré sur les Noirs*, pas de l'installation d'aspirants exploités noirs dans l'antichambre du pouvoir de l'apartheid *verligte* [éclairé] - ce que l'ANC offre et désire. Comme nous l'expliquions déjà, « *un vote pour l'ANC - y compris pour les militants du Parti communiste qui en sont membres et pour les dirigeants du COSATU qui y sont affiliés - est un vote pour perpétuer l'oppression et la surexploitation racistes des masses laborieuses noires, métisses et indiennes sous une forme politique différente* » (Workers Vanguard n° 598, 15 avril 1994).

L'ANC, qui était jusqu'ici un mouvement nationaliste petit-bourgeois dans l'opposition, est en train d'intégrer ses éléments dirigeants au sein de la classe dirigeante sud-africaine en devenant un parti de gouvernement nationaliste bourgeois. Le *Wall Street Journal* du 3 mars rapporte que « *des Noirs entrent dans les conseils d'administration sud-africains* ». Les entreprises sud-africaines, en particulier celles qui sont à la recherche de



Mandela à la Bourse de Johannesburg rassure les dirigeants racistes sur son engagement à défendre le capitalisme.

volées au cours des siècles, d'abord par les colons afrikaners puis par les impérialistes britanniques, l'égalité pour les femmes - pour réaliser ces revendications démocratiques élémentaires, il faudra que la domination capitaliste soit renversée par la révolution ouvrière.

La viabilité du capitalisme sud-africain, sa capacité à être compétitif sur le marché mondial, sont basées sur le système de la surexploitation symbolisé par la vie des ouvriers des mines. Le cœur de l'économie était et demeure les mines d'or. Avec l'épuisement des filons les plus riches, les « Randlords », comme la société Anglo-American, se retrouvent avec d'énormes quantités de minerais de faible teneur qu'ils ne peuvent exploiter de façon rentable qu'en payant des salaires d'esclave. Au cours des 90 dernières années, près de 90 000 mineurs sud-africains sont morts d'accidents du travail : le

commandes publiques, se bousculent pour recruter des cadres de l'ANC. Elles sont aussi prêtes à acheter des secteurs de la classe moyenne et des ouvriers qualifiés noirs en élargissant l'éventail des salaires pour les Noirs.

Aujourd'hui, les dirigeants de l'ANC se font sans doute confectionner des hautes-formes et des robes de chambre sur mesure à Saville Row [la rue des tailleurs de la « haute société » londonienne]. Nelson Mandela se rendra peut-être à la cérémonie d'investiture de son gouvernement dans la Mercedes-Benz blindée rouge construite pour lui par les ouvriers combattifs de l'usine Mercedes d'East London - avant que la direction de l'ANC, avec l'aide du SACP, trahisse leur grève combattive de 1990. Au moment où la direction de l'ANC est de plus en plus éloignée des masses des townships, les dirigeants du SACP et du COSATU

#### POUR CONTACTER LA LTF

##### Paris

Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

##### Rouen

Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

jouent un rôle vital en désamorçant le mécontentement. La théorie stalinienne du SACP de « révolution par étapes » (d'abord la démocratie – et le socialisme aux calendes grecques) est une justification réformiste pour subordonner la classe ouvrière aux nationalistes de l'ANC.

La capitulation de l'ANC devant la classe dirigeante sud-africaine est tellement patente, notamment avec le renoncement à sa « Charte de la liberté » libéral-nationaliste, que la plupart des groupes qui se prétendent trotskystes ont critiqué le « partage du pouvoir » de Mandela-De Klerk. Mais plusieurs de ces groupes, hypnotisés par le soutien populaire dont jouissent l'ANC et le SACP, partagent les mêmes conclusions pratiques que les réformistes staliniens. La Marxist Workers Tendency (MWT), qui se considère elle-même comme partie intégrante de l'ANC, appelle à voter pour cette organisation. « Chasser les Nats ! » [le Parti national], titre son journal, qui proclame : « Les élections nous donnent l'occasion d'écraser le parti de l'apartheid et de la dictature. Chaque voix doit être utilisée pour fermer la porte sur la vieille Afrique du Sud » (Congress Militant, février-mars).

Le MWT est lié au groupe britannique Militant Labour [auquel sont associées en France les JCR-Gauche révolutionnaire] qui aime à se présenter comme une tendance trotskyste orthodoxe. Pourtant, une des batailles cruciales menées par Trotsky, lors de la formation de l'Opposition de gauche internationale, contre Staline était dirigée contre la politique d'entrée dans le Kuomintang (le parti nationaliste bourgeois de la Chine pré-révolutionnaire) défendue par Staline. Cette politique stalinienne conduisit tout droit au désastre du massacre de Shanghai en 1927, épisode sanglant au cours duquel des milliers d'ouvriers communistes furent massacrés par Tchiang Kai-chek, le dirigeant du Kuomintang.

La séparation organisationnelle et l'indépendance politique à l'égard des nationalistes sont les pierres angulaires d'un parti ouvrier révolutionnaire. Et ceux qui aujourd'hui appellent à voter pour l'ANC assument la responsabilité politique des massacres d'ouvriers sud-africains que commettra inévitablement le régime de néo-apartheid de l'ANC et de De Klerk.

D'autres groupes plus petits capitulent directement aussi devant l'ANC-SACP dans ces élections. Le groupe International Socialists of South Africa (ISSA), les acolytes du Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff [Socialisme international en France], appelle à voter pour l'ANC. Terry Bell, de l'ISSA, argumente ainsi dans un article paru dans *Work in Progress* (et reproduit dans *Socialist Organiser* du 21 avril) : « Dans cette bataille spécifique, la classe ouvrière est alignée derrière l'alliance de l'ANC contre le NP [...]. Etant donné que les socialistes révolutionnaires sont pour l'auto-émancipation de la classe ouvrière, la gauche doit argumenter pour que nous votions – sans illusions dans un parti ou dans le Parlement – avec la classe le 27 avril. »

Donc, puisque de nombreux travailleurs ont des illusions dans les nationalistes bourgeois, ces opportunistes fieffés appellent... à renforcer leurs illusions.

Un petit groupe sud-africain, les Comrades for a Workers Government (CWG) qui publie *Qina Msebenzi* et sont affiliés à la Workers International League britannique, était connu par le passé pour revendiquer un « parti ouvrier de masse ». Mais avec l'approche des élections, il a changé son fusil d'épaule et s'est prononcé pour une ligne du « vote pour l'ANC » qui fait écho à celle du MWT. Se présentant comme partisans « supercritiques » de l'ANC, les CWG expliquent : « L'ANC ne sera pas capable de satisfaire même les revendications sociales les plus minimales de son PRD, ni les revendications populaires des masses, parce que les dirigeants de l'ANC se sont enchaînés,



Feldman-Imapress

**L'Inkatha a lancé une campagne de terreur. Il faut des milices ouvrières, multiethniques, contre ces nervis et les terroristes racistes blancs.**

« pieds et poings liés, à la classe capitaliste. » De là, les CWG tirent la conclusion que « les dirigeants de l'ANC doivent rompre les liens avec les patrons ! » et que « les patrons doivent être chassés de l'ANC » (sans préciser de qui et de quoi il s'agit).

La ligne fondamentale des CWG consiste en ceci : « Nous devons poser des revendications aux dirigeants de l'ANC et au prochain gouvernement ANC – des revendications comme la rupture de tous les accords de partage du pouvoir ; l'expulsion des éléments bourgeois de l'ANC et du front électoral dirigé par l'ANC. » En fait, ce groupe traite l'organisation nationaliste bourgeoise qu'est l'ANC comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier réformiste entré dans un front populaire et non d'une force extérieure au mouvement ouvrier. Le fond du problème, c'est qu'un gouvernement de l'ANC – comme d'autres régimes nationalistes bourgeois du tiers monde, tels le péronisme argentin, le PRI mexicain, les baassistes en Irak et en Syrie – peut écraser les syndicats, et peut être poussé à le faire ; par contre, pour un parti ouvrier réformiste, basé sur le mouvement ouvrier organisé, cela serait suicidaire.

De leur côté, les nationalistes combattifs de l'AZAPO (Azanian People's Organisation), issus du mouvement de la « conscience noire », appellent à boycotter les élections. Si l'accord de « partage du pouvoir » ANC-NP, sur lequel ces élections sont basées, viole même les principes élémentaires de la démocratie bourgeoise, les masses noires sont cependant déterminées à participer à la première occasion qui leur ait jamais été donnée de voter sur le gouvernement de l'Afrique du Sud. Les révolutionnaires prolétariens cherchent à utiliser les élections, comme les bolchéviks l'ont fait parfois dans les élections à la Douma tsariste, comme une tribune pour leur programme communiste. En particulier, les marxistes opposent le combat pour un parti ouvrier à un vote pour l'ANC, codirigeant d'une « nouvelle Afrique du Sud » capitaliste.

**Soutien critique pour le Workers List Party**

Un des groupes qui participe aux élections est le Workers List Party (WLP), lancé par la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA). Après avoir étudié le programme et les déclarations du WLP dont nous disposons, nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), appelons à un soutien critique pour le Workers List Party dans les élections d'avril. Le manifeste du WLP [reproduit partiellement dans *Inprecor* n° 379, avril] peut être résumé par ses premières phrases : « [Le WLP] participe aux élections pour promouvoir la formation d'un parti ouvrier de masse [Mass Workers' Party, MWP]. Nous estimons que seul un tel parti peut faire progresser la cause des masses exploitées et opprimées d'Afrique du Sud. Nous ne croyons pas que les

partis nationalistes, noirs ou blancs, puissent résoudre le chômage, les problèmes de logement ou de santé, l'analphabétisme et la misère qui touchent les pauvres, qu'ils soient urbains ou ruraux, ceux qui vivent dans les townships dominés par la violence, dans les quartiers de squats dans les villes ou dans les bidonvilles ruraux des bantoustans comme ceux qui vivent dans des conditions esclavagistes dans les fermes blanches. Ces partis n'y peuvent rien parce qu'ils acceptent la logique du système capitaliste. »

Le WLP appelle à la « nationalisation, sans indemnisation et sous contrôle des travailleurs des grandes compagnies, des banques, des mines et de la terre. » Son manifeste rejette également « l'idée d'un "gouvernement d'unité nationale" qui inclut les racistes ». Il déclare qu'« une véritable Assemblée constituante ne saurait être qu'un tremplin pour un gouvernement des travailleurs ». (Nous avons dans le passé polémique contre la WOSA pour son « fétichisme de l'assemblée constituante », parce qu'elle ne liait pas cette revendication démocratique bourgeoise à la lutte pour le pouvoir des soviets ouvriers.) Le WLP déclare présenter environ 80 candidats dans toutes les régions. Avec un système électoral basé sur des listes nationales et régionales (et non un scrutin de circonscription), un vote pour le WLP est en fait opposé à un vote pour l'ANC.

La question de l'organisation politique du prolétariat, indépendamment de la formation nationaliste qu'est l'ANC et en opposition à elle, est une question stratégique clé aujourd'hui pour l'Afrique du Sud. A cet égard, le WLP permet de tirer, de façon rudimentaire, une ligne de classe. Un vote pour cette organisation sera vu en Afrique du Sud comme un vote pour un parti ouvrier plutôt que pour l'ANC.

En même temps, nous soulignons que le manifeste du WLP est réformiste de

gauche. Pas une seule fois il ne se définit par rapport à l'ANC, ni même ne mentionne l'ANC, ce qui constitue un véritable tour de force dans l'Afrique du Sud actuelle. Il ne mentionne pas davantage la nécessité d'une révolution socialiste contre le régime capitaliste de néo-apartheid ANC-NP. S'il appelle à l'« autodéfense et [à] des milices ouvrières », le manifeste du WLP n'appelle pas à écraser et à remplacer l'appareil d'Etat existant, qui incarne la continuité directe de l'Etat de l'apartheid. Des milices ouvrières basées sur les syndicats, composées de tous les groupes ethniques, sont nécessaires pour repousser les nervis de l'Inkatha, défendre les grévistes et écraser la terreur raciste blanche.

Quand le WLP parle d'une « démocratie socialiste » et d'un « processus de planification démocratique », c'est dans l'esprit de la social-démocratie européenne ; ce n'est pas le type de régime révolutionnaire, basé sur des conseils ouvriers (soviets), qui est nécessaire afin d'exproprier les richesses des « Randlords » et d'écraser la résistance jusqu'au-boutiste des racistes de l'apartheid, soutenus par l'impérialisme international.

Pourtant, aujourd'hui en Afrique du Sud, de manière plus directe et plus immédiate que partout ailleurs sur cette planète, pratiquement chaque lutte sociale et démocratique pose nécessairement la question de la révolution ouvrière. La WOSA-WLP a fait campagne en grande partie sur le droit au travail et serait en train de préparer une marche pour l'emploi le 6 mai, jour d'inauguration de l'Assemblée nationale. Mais si son manifeste appelle à « la semaine de 35 heures sans perte de salaire, [à] la fin des licenciements, de l'utilisation des jaunes et des lock-outs » (*Socialist Organiser* [Londres], 17 mars), il présente ces revendications dans le cadre d'une campagne de pression sur le parlement capitaliste, au lieu d'appeler à une lutte de classe dure, comme des occupations d'usines, l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier (le double pouvoir dans l'usine), et d'exiger une échelle mobile des salaires et des heures de travail pour créer des emplois pour tous.

Si le WLP fait une référence obligée à l'« internationalisme », en réalité cette tendance défend depuis longtemps une variété particulière de « construction de la nation » sud-africaine. Le principal dirigeant de la WOSA, Neville Alexander, écrivait : « L'Etat sud-africain existant, et non les cultures particulières existantes, forme les limites de la nation potentielle » (cité dans *Between Apartheid and Capitalism: Conversations with South African Socialists*, d'Alex Callinicos [1992]). L'appel à une « nation socialiste unifiée » du manifeste du WLP reflète une réaction compréhensible à la politique de l'apartheid de « diviser pour régner » (qui apparaît le plus clairement dans l'alliance

Suite page 9

**Abonnez-vous !**

**Women and Revolution**

Journal  
de la commission femmes  
de la Spartacist League/US

**40 F**  
pour 4 numéros

Ecrire au Bolchévik :  
BP 135-10 75463 Paris Cedex 10



## Balkans...

Suite de la page 1

bloqué 5 000 « casques bleus » de l'ONU dans toute la Bosnie, les artilleurs serbes ont abattu un chasseur Sea Harrier britannique et l'offensive contre Gorazde s'est intensifiée.

Les dernières en date des initiatives militaires impérialistes reflètent des appétits divergents dans les Balkans. La Maison Blanche de Clinton répète avec insistance que ce qui est en jeu c'est la « crédibilité » de l'OTAN - et celle des Etats-Unis - au moment où les Américains cherchent à jouer le rôle de gendarmes d'un « nouvel ordre mondial... » sans risquer aucune perte américaine. L'impérialisme allemand réuni, qui a été l'instigateur de l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, cherche à rétablir sa domination historique dans la partie occidentale des Balkans : la Slovénie, la Croatie et la Bosnie. La France - impérialisme de second rang et protecteur historique des Serbes - dépense une activité militaire et diplomatique à la hauteur de ses craintes de se retrouver mise sur la touche par ses « alliés » plus puissants lors du partage des Balkans en zones d'influence. De son côté, la Russie, au lendemain de la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique, veut réaffirmer son statut de « grande puissance » dans la région, en particulier vis-à-vis de la Serbie, son client traditionnel.

Leurs intérêts à long terme et leurs préoccupations à court terme divergent : les Américains veulent faire un pas supplémentaire et armer les Musulmans, les Français et les Britanniques s'inquiètent pour leurs soldats sur le terrain, les Russes ne veulent pas voir la Serbie trop humiliée. Mais tous sont unis, pour le moment, pour amener les Serbes à composition, et plus généralement pour imposer un dépeçage impérialiste de l'ex-République fédérale socialiste de Yougoslavie.

Tout en nous opposant à *tous les camps* de cette guerre fratricide entre Serbes, Croates et Musulmans slaves, nous appelons les travailleurs à défendre la Serbie contre les attaques impérialistes. Les atrocités nationalistes commises par tous les camps en Bosnie ne sont rien en comparaison des crimes des impérialistes occidentaux. Les guerres des Balkans de 1912-13 furent le prélude à la Première Guerre mondiale impérialiste, qui a massacré des millions de travailleurs. L'impérialisme US, qui n'a que le mot « démocratie » à la bouche, est responsable du bombardement atomique de Hiroshima et de Nagasaki, des bombardements massifs du Vietnam et de l'Irak. Et le IV<sup>e</sup> Reich allemand, qui dénonce avec une indignation vertueuse la « purification ethnique » serbe, se proclame lui-même l'Etat successeur du régime nazi, qui a assassiné des millions de Slaves, de Juifs et de Tziganes. La France impérialiste, qui se



Der Spiegel

**Les troupes russes ont été accueillies avec le salut orthodoxe réactionnaire à trois doigts par les Serbes de Bosnie qui acclament le démagogue fascisant panslave Jirinovski (en bas à droite). Eltsine et Kohl (en haut à droite) ont manigancé l'intervention russe pour amener les Serbes à composition et imposer un dépeçage impérialiste de l'ex-Yougoslavie.**

proclame le « pays des droits de l'homme », est couverte - de la Rafle du Vel d'Hiv aux sales guerres coloniales et aux massacres dans le Golfe - du sang des Juifs, des Indochinois, des Maghrébins, des Africains noirs, des Irakiens...

Impérialistes, bas les pattes devant la Serbie - Non au blocus de famine ! Retrait immédiat des Balkans de toutes les forces de l'OTAN-ONU !

### L'impérialisme derrière le bain de sang dans les Balkans

La propagande occidentale désigne comme responsables de la guerre l'« agression » serbe et les « conflits tribaux ancestraux » dans les Balkans. En réalité, cette orgie de nationalisme meurtrier a pour origine la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est, contre-révolution préparée par des décennies de catastrophique gestion nationaliste-bureaucratique stalinienne et orchestrée par les Etats-Unis, l'Allemagne et les autres puissances impérialistes. Comme les Occidentaux avaient des politiques différentes, ils ne sont pas intervenus en Yougoslavie de façon unifiée et décisive.

Dans les guerres ethnico-nationalistes déclenchées par la sécession de la Croatie et de la Slovénie pendant l'été 1991, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et mutilées, des centaines de milliers chassées de chez elles. Tous les camps ont embrassé les « traditions » les plus réactionnaires : les Croates se réfèrent au régime oustachi pro-nazi de la Deuxième Guerre mondiale, les Serbes glorifient les tchetniks monarchistes et les Musulmans brandissent le drapeau vert

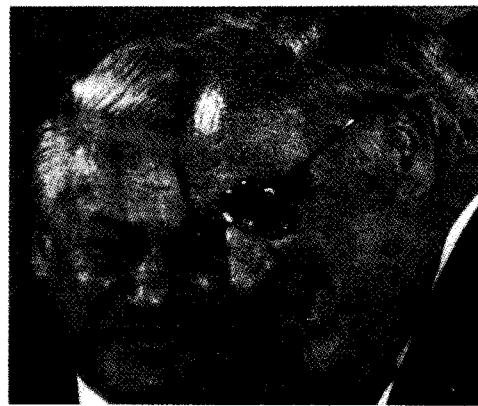
de l'intégrisme islamique. C'étaient précisément ces forces-là dont les partisans communistes de Tito étaient venus à bout en infligeant une défaite à la Wehrmacht allemande, pour créer un Etat ouvrier multinational yougoslave, Etat ouvrier cependant bureaucratiquement déformé.

Mais les chacals nationalistes qui, tous, s'acharnent sur le cadavre de la Yougoslavie, ne sont pas les seuls responsables du bain de sang intercommunautaire. Derrière eux se tiennent des puissances impérialistes qui poussent de plus en plus leurs intérêts particuliers, alors qu'apparaissent au grand jour des rivalités économiques jusque-là assourdies par un anti-soviétisme partagé. Parmi ces puissances, l'Allemagne est la plus directement responsable de la destruction de la Yougoslavie titiste. Après avoir, en 1990, acheté l'Allemagne de l'Est au gouvernement stalinien soviétique en pleine désintégration, le capital allemand poursuit des intérêts économiques importants dans la péninsule des Balkans, qui produit des minerais stratégiques : chrome, zinc, plomb, cuivre, bauxite, argent.

Fin 1991, l'Allemagne a forcé la main à la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, passant outre aux objections de la Grande-Bretagne et de la France, alliées de la Serbie pendant la période de l'entre-deux-guerres. L'établissement d'un Etat nationaliste croate a provoqué la révolte de l'importante minorité serbe, soutenue par l'armée fédérale yougoslave dominée par les Serbes. La guerre pour la Croatie orientale s'est terminée - ou, plus précisément, a été temporairement suspendue - avec des Serbes qui contrôlent 30 % du territoire de cette ex-république yougoslave, une région maintenant rebaptisée République de la Krajina serbe.

Ensuite, il y a eu en Bosnie le massacre intercommunautaire à trois protagonistes : Musulmans slaves, Serbes et Croates. Les Serbes de Bosnie sont principalement des paysans ; ils possédaient 65 % des terres de la république alors même qu'ils ne représentent que le tiers de la population. Les Musulmans, un peu moins de la moitié de la population, sont une population largement urbanisée. En conséquence, quand les combats ont commencé, les forces serbes ont pris le contrôle de la plus grande partie du pays et ont assiégé les villes où les Musulmans étaient concentrés.

Le *Wall Street Journal* (21 avril) a souligné le dilemme fondamental auquel est confronté l'impérialisme occidental, en titrant que « les Serbes misent sur le fait que l'Ouest ne risquera pas ce qu'ils craignent : des troupes au sol ». A Bonn, le gouvernement Kohl se démène pour



Der Spiegel



Der Spiegel

passer outre les objections « constitutionnelles » à l'envoi de l'armée allemande comme « casques bleus ». Mais l'Allemagne a un autre problème. Une telle action provoquerait une réaction violente de la part des peuples qui ont subi la dévastation des terres slaves du sud par les nazis. Cela enflammerait à coup sûr les sentiments antiallemands en Grèce, qui soutient les Serbes. Plus généralement, une armée allemande dans les Balkans donnerait des sueurs froides à toute l'Europe - de l'Est et de l'Ouest.

A la différence de l'Allemagne, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt intrinsèque dans la façon dont la Bosnie et les autres républiques de l'ex-Yougoslavie seront divisées entre les nationalismes qui s'opposent dans les Balkans. Initialement, Washington avait cherché à réaliser la restauration du capitalisme dans la région en préservant un Etat yougoslave fédéré. Quand ces plans furent torpillés par le IV<sup>e</sup> Reich, les Etats-Unis n'ont plus de politique balkanique cohérente. Toutefois, le refus des Serbes d'obtempérer aux diktats impérialistes occidentaux, leur mépris affiché des résolutions de l'ONU et des menaces de l'OTAN constituent des affronts aux Américains, qui se proclament les maîtres du monde. Il dérange à certains, parmi la classe dirigeante américaine, de donner une leçon sanglante aux Serbes.

Mais les Etats-Unis ont leurs propres contraintes... sur le front intérieur. La persistance du « syndrome vietnamien » a été révélée et renforcée récemment en Somalie. Les troupes américaines, soi-disant envoyées dans le cadre d'une mission « humanitaire » de l'ONU pour aider à nourrir les populations affamées de ce pays d'Afrique orientale, étaient en réalité un corps expéditionnaire colonial qui a massacré des centaines d'Africains noirs. Mais quand les guerriers des clans somaliens réussirent à retourner la situation et à tuer quelques dizaines de soldats américains, la réaction quasi-unanime du public américain fut : Retirez immédiatement les forces américaines !

Tandis que Clinton, semaine après semaine, péroré sur la Bosnie, les généraux du Pentagone se font « colombes » pour dire leur crainte d'un enlèvement dans un « borborygme » balkanique. Dans le souci d'éviter toute perte américaine dans les Balkans, la politique des cercles dirigeants américains est d'armer et d'exciter les Musulmans et les Croates contre les Serbes. Ceci a été exprimé d'une façon particulièrement ouverte et cynique par le sénateur démocrate libéral Joseph Biden : « Les Musulmans bosniaques et les Croates bosniaques sont parfaitement capables de se battre par eux-mêmes. Il n'y a pas besoin d'une vietnamisation. Il n'y a aucun



Vient de paraître !

## Spartacist

(édition anglaise)

n° 49-50  
(hiver 93-94)

10 F

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Ecrire au Bolchévik : BP 135-10 75463 Paris Cedex 10



## Afrique du Sud...

Suite de la page 7

des nationalistes zoulous de l'Inkatha avec les partisans les plus réactionnaires, fascistes, d'un *Boerestaat* afrikaner).

L'Etat sud-africain, produit du colonialisme, est formé de différents groupes nationaux, raciaux et ethniques, avec les Blancs au sommet de l'échelle, les Noirs africains en bas, les métis et les Indiens occupant une position intermédiaire. L'objectif des communistes n'est pas de forger « une seule nation » dans les frontières de l'Union sud-africaine de 1910, mais d'instaurer l'égalité politique et sociale pour tous les différents peuples d'Afrique du Sud. Ceci nécessite un parti léniniste racialement intégré. Nous appelons à une fédération socialiste d'Afrique australe, avec l'autonomie régionale s'ils le désirent, pour des peuples comme les Ovimbundu en Namibie et en Angola, les Ndebeles et les Shonas au Zimbabwe et les Zoulous au Natal.

En donnant un soutien critique à la liste du WLP, nous notons que nous ne sommes pas en mesure de juger la réalité de sa campagne sur le terrain, en Afrique

du Sud. Nous insistons aussi que des groupes avec une politique centriste, comme la WOSA (dont la revendication d'un parti ouvrier est consciemment confinée au cadre d'un programme social-démocrate travailliste), sont hautement susceptibles d'appeler à faire pression sur le front populaire ou de voter pour les « partis ouvriers du front populaire ». On peut se poser la question : dans un système électoral basé sur un scrutin de circonscription, si la WOSA et ses alliés n'avaient pas la possibilité de présenter partout des candidats, le WLP se serait-il opposé aux nationalistes bourgeois de l'ANC, y compris à ses alliés du COSATU et du SACP ? Ceci touche le cœur même du débat sur un parti ouvrier en Afrique du Sud, débat qui a fait rage pendant toute l'année dernière dans le mouvement syndical noir.

Dans un article publié à l'automne dernier, nous notions qu'en prenant position sur cette question, la WOSA se tournait de façon consciente vers l'exemple du PT (Parti des travailleurs) brésilien de Luis Ignacio da Silva (« Lula »), comme version tiers-mondiste du Parti travailliste britannique. Nous notions que nombre d'« ouvriéristes » au sein du COSATU, le principal courant en direc-

tion duquel s'oriente maintenant la WOSA, parlaient de former un parti ouvrier seulement après les élections d'avril, afin de ne pas rompre avec l'ANC à ce moment crucial. « Nous insistons que le parti ouvrier qu'il faut aujourd'hui n'est pas une version sud-africaine du travailisme britannique, écrivions-nous, mais un parti bolchévique-léniniste forgé sur le programme de la révolution permanente » (*Workers Vanguard* n° 587, 5 novembre 1993).

Un parti de type bolchévique, construit dans le feu du combat pour reforge une Quatrième Internationale régie par le centralisme démocratique, est nécessaire aux masses sud-africaines, comme aux travailleurs de tous les pays, pour accomplir une révolution socialiste victorieuse. Un parti ouvrier révolutionnaire ne peut naître que de l'intervention d'un noyau marxiste, déterminé à balayer tous les vestiges du capitalisme de l'apartheid et voué à la cause du socialisme international. La justice régnera en Afrique du Sud seulement quand une majorité non blanche aura le pouvoir dans un Etat ouvrier révolutionnaire qui unira Xhosas et Zoulous, métis et Indiens, avec toute leur place et les pleins droits démocratiques pour ceux des Blancs qui participeront à

la construction d'une société basée sur l'égalité véritable.

Une révolution prolétarienne dans le cœur industriel qu'est l'Afrique du Sud sera un phare pour toute l'Afrique subsaharienne et contribuera à arracher le continent aux famines et à la misère imposées par l'impérialisme. Elle sera un puissant encouragement pour des centaines de millions d'opprimés - noirs, asiatiques, latino-américains - qui, dans le monde entier, subissent la violence et l'humiliation de l'arrogance raciste des classes dirigeantes blanches des puissances occidentales - que ce soit dans les colonies ou dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. Aux Etats-Unis en particulier, les Noirs voient dans l'esclavage de l'apartheid le miroir de leur propre oppression. La révolution socialiste en Afrique du Sud ne concerne pas juste les travailleurs sud-africains; comme la Révolution russe de 1917, elle deviendra la cause des travailleurs et des peuples opprimés de tous les pays.

Pour une république noire centrée sur les Noirs ! Pour une fédération socialiste d'Afrique australe ! Pour un parti trotskyste sud-africain, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforgee ! Ceux qui travaillent doivent gouverner ! ■

besoin d'un seul soldat américain. Fournissons-leur des armes et laissons-les s'en prendre aux Serbes » (*New York Times*, 18 avril). Autrement dit, l'impérialisme américain est résolu à se battre contre les Serbes jusqu'au dernier Croate et au dernier Musulman !

### La Russie, « flic mou » des puissances de l'OTAN

Entre alors en scène la Russie, le protecteur historique de ses « petits frères slaves » serbes. En partie pour détourner le mécontentement de la population russe face à la dévastation économique produite par la contre-révolution capitaliste, le régime d'Eltsine - entièrement soutenu par l'opposition nationaliste dirigée par le démagogue fascisant Vladimir Jirinovski - a vu dans la crise des Balkans une opportunité en or pour jouer à la « grande puissance ». Le ministre-adjoint des Affaires étrangères et émissaire de Moscou dans les Balkans, Vitali Tchourkine, proclame : « L'Occident devrait tirer une leçon de la crise actuelle en Bosnie. La leçon est que la Russie doit être traitée comme un partenaire, sur un pied d'égalité » (*Economist*, 26 février).

Mais ce n'est pas en opposition à une action de concert avec les puissances de l'Ouest. Nous notions dans notre article « Bosnie : poudrière de l'Europe » (*Le Bolchévik* n° 127) que les Russes étaient intervenus pour aider à appliquer un plan allemand afin d'établir une « Grande Croatie » qui empiéterait sur une « Grande Serbie ». Les régions croates et musulmanes en Bosnie seraient rattachées à la Croatie. Les Serbes de Krajina dissoudraient leur petit Etat et accepteraient la souveraineté du gouvernement croate. En retour, on autoriserait le rattachement à la Serbie des Serbes de Bosnie, avec un territoire réduit. Le rôle attribué à Moscou pour faire accepter ce marché était de circonvenir les Serbes, par exemple en promettant aux Serbes de Krajina que les Russes les protégeraient contre le régime fascisant croate de Franjo Tudjman.

Quand plusieurs centaines de soldats russes, portant les casques bleus de l'ONU, sont arrivés dans les environs de Sarajevo à la mi-février, ils ont été fêtés par les assiégeants serbes qui les voyaient comme des protecteurs contre les menaces de frappes aériennes de l'OTAN. Nous avons cité, dans notre précédent journal, un commentaire du *Wall Street Journal* (22 février) qui se plaignait de ce que les rapports entre la Russie et les USA sur la Bosnie « ressemblaient davantage à une confrontation » qu'à une « coo-

opération ». Et, de fait, la Maison Blanche de Clinton a été initialement irritée par l'initiative de Moscou. Mais le but de l'intervention russe était de faire respecter un ultimatum de l'ONU aux Serbes, auxquels il était enjoint de reculer leurs forces autour de Sarajevo. Et Moscou a soutenu les Américains quand ils ont abattu quatre avions serbes à la fin février. Comme nous l'avons écrit dernièrement, « l'armée russe, devenue maintenant capitaliste, joue le rôle d'homme de main du plan de Bonn pour imposer une partition impérialiste de l'ex-Yougoslavie, en forçant la main aux Serbes » (*Workers Vanguard* n° 598).

Dans un discours prononcé à l'occasion d'une conférence de son parti, les chrétiens-démocrates, le chancelier allemand Kohl s'est félicité de sa coopération étroite avec le dirigeant russe : « Je veux dire très clairement que je suis heureux qu'avec Boris Eltsine et le gouvernement russe, une nouvelle puissance assume maintenant ses responsabilités. » L'émissaire russe Vitali Tchourkine a insisté que la Russie et l'Allemagne travaillaient ensemble pour faire marcher droit leurs clients respectifs : « Certains de nous ont des contacts privilégiés : les Américains avec les Musulmans, les Allemands avec les Croates et nous avec les Serbes. Nous essayons de les utiliser pour le bien commun » (*Libération*, 23 février). Soulignant la possibilité d'une alliance naissante avec l'Allemagne, Eltsine a maintenant invité des troupes allemandes dans l'ex-URSS, lors d'une interview au journal *Der Spiegel* (25 avril), en appelant au déploiement de « l'armée allemande avec les forces de maintien de la paix de l'ONU » dans cette région pour accomplir « une mission importante et noble ».

Il n'a pas fallu longtemps aux nationalistes serbes pour voir clair dans le double jeu de leur « grand frère » slave. Fin mars, une analyse de la situation en Bosnie rédigée pour l'ONU affirmait que les Serbes « voient tout le monde gagner sauf eux, voient les Russes dans le même camp que les Etats-Unis et contre eux, sentent monter la pression diplomatique et militaire ».

Dans le même temps, l'accord arrangé par les Allemands entre les Croates et les Musulmans, qui jusque-là s'affrontaient militairement, a dégagé des forces musulmanes pour lancer une offensive contre les Serbes. Quand les Musulmans ont refusé d'arrêter leur offensive contre les territoires tenus par les Serbes dans le centre de la Bosnie, début avril, les Serbes ont riposté en intensifiant leurs attaques contre Gorazde, ce qui a conduit à la récente épreuve de force avec les puis-

sances de l'OTAN.

La réaction belliqueuse des Serbes a embarrassé Moscou. Tchourkine s'exclame que « les Serbes de Bosnie doivent comprendre que quand ils traitent avec la Russie, ils traitent avec une grande puissance et pas avec une république bananière ». Eltsine lui-même déclare : « La direction des Serbes de Bosnie doit tenir les promesses qu'elle a faites à la Russie, stopper les attaques et se retirer de Gorazde [...], permettre l'entrée des forces de l'ONU dans la région et libérer le personnel de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. » Clinton a qualifié la déclaration d'Eltsine

socialiste des Balkans.

Les impérialistes voient la crise de la Bosnie comme un test de leur capacité à contrôler le monde de l'après-Guerre froide, au milieu de la dévastation et des turbulences engendré par la contre-révolution dans l'ex-bloc soviétique et par la montée des rivalités interimpérialistes. Ce point de vue a été clairement exprimé dans un éditorial du *Los Angeles Times* (20 avril) : « La guerre des Balkans n'est pas une aberration isolée, mais un modèle réduit des défis à la sécurité qui se posent à une grande échelle. En l'abordant ainsi, les grandes puissances peuvent, si



P. Guyot/AFP

« Casques bleus » français à Sarajevo, en février. L'impérialisme est responsable du bain de sang. Retrait immédiat de toutes les forces de l'OTAN-ONU !

de « très utile ». Les travailleurs russes doivent s'opposer à la démagogie panslave d'Eltsine et de Jirinovski, et exiger le retrait immédiat des troupes russes des Balkans !

Tout en défendant la Serbie contre les attaques impérialistes, nous maintenons une position de défaitisme révolutionnaire vis-à-vis des trois camps dans la guerre civile nationaliste qui ravage l'ex-Yougoslavie. Cependant, une intervention militaire décisive contre les Serbes de la part d'une ou plusieurs puissances impérialistes changerait le caractère de la guerre, en subordonnant les forces nationalistes croates et musulmanes à ces puissances impérialistes et en rendant nécessaire une position de défensisme révolutionnaire vis-à-vis de la Serbie. Dans tous les cas, nous appelons les travailleurs à s'unir pour renverser leurs dirigeants capitalistes - dans la Serbie de Milosevic tout autant que dans la Croatie de Tudjman et dans l'Etat bosniaque d'Izetbegovic - dans le cadre de la lutte pour une fédéra-

elles choisissent de le faire, s'inscrire elles-mêmes et inscrire les Serbes dans un nouvel ordre mondial. »

Le « nouvel ordre mondial » - proclamé par les impérialistes alors qu'ils perpétrent leurs bombardements de terreur contre l'Irak pendant la guerre du Golfe - est une formule pour une domination et une exploitation intensifiée de l'impérialisme sur les travailleurs du monde entier. Si les attaques de l'OTAN contre les Serbes en Bosnie sont effectives, cela enhardira les dirigeants impérialistes à déchaîner leur machine de guerre, depuis l'Amérique du Sud jusqu'à l'Afrique australe, de l'Europe de l'Est à l'Extrême-Orient. Mais des bombardements massifs contre les Serbes pourraient amener dans leur sillage des troupes impérialistes engagées dans des combats au sol, engageant ainsi les forces de l'OTAN dans l'engrenage d'une guerre des Balkans qui s'élargirait. OTAN-ONU hors des Balkans !

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 599

## Touvier...

Suite de la page 12

vaient bien obéi à un ordre allemand et n'avaient pas agi de leur propre initiative, auquel cas leur « culpabilité » ne pourrait être établie!

Seul parmi les avocats de la partie civile, Arno Klarsfeld (le fils des chasseurs de nazis Serge et Beate Klarsfeld) refusa de travestir la vérité pour la faire entrer dans ce « cadre juridique » ubuesque. Il expliqua que Touvier n'avait pas besoin d'un ordre allemand pour perpétrer ce crime abject, que personne n'avait jamais retrouvé la moindre preuve d'un tel ordre et qu'en outre les nazis se fichaient complètement de la mort d'Henriot.

Mais comme pour démontrer que la vérité était bien la dernière chose qui importait dans ce procès truqué, la plaidoirie d'Arno Klarsfeld provoqua des réactions scandalisées des autres parties civiles. Le lendemain (15 avril), un article publié dans *l'Humanité* et intitulé « Touvier: la thèse (!) à hauts risques de l'avocat Arno Klarsfeld » l'accusait tout bonnement de « [remettre] en cause le cadre même de ce procès » et de courir « le risque insensé de fournir à la partie adverse [l'avocat de Touvier] de quoi alimenter sa thèse sur l'impossibilité de retenir le crime contre l'humanité »!

Si le PCF défend avec un tel acharnement le « cadre juridique » pourri du procès Touvier, c'est parce qu'il est d'accord avec la thèse politique fondamentale développée dans la plaidoirie de l'avocat général Hubert de Touzalin: « Le plan est nazi, la complicité est française » (*le Monde*, 20 avril). Pour la « justice » de Mitterrand comme pour les sociaux-chauvins du Parti « communiste », un criminel de guerre vichyste ne peut, ne doit être jugé que comme un « collabo » à la solde des « Boches », un « traître à la patrie ». Moyennant quoi, les sociaux-chauvins Hue et Marchais ne voient aucun inconvénient à aider Mitterrand et la bourgeoisie à se servir du procès Touvier pour imposer aux jeunes générations une nouvelle version du vieux mythe gaullien mensonger comme quoi Vichy n'était qu'un régime d'« abandon national » — « une poignée de traîtres », pour reprendre la fameuse formule de De Gaulle — la figure de proue de la Résistance bourgeoise et président, de 1958 à 1969, de l'« Etat fort », semi-bonapartiste.

Mais Vichy n'était pas un simple fantôme, un simple instrument docile de l'Allemagne nazie. En juillet 1940, la bourgeoisie française (encore traumatisée par la puissante grève générale de juin 1936 et redoutant que la défaite que son armée venait de subir face à la Wehrmacht n'engendre une nouvelle vague révolutionnaire) avait confié les rênes de son Etat au maréchal Pétain et à une clique bigarrée de monarchistes et de fascistes, d'officiers, de hauts fonctionnaires. La bourgeoisie quasi unanime soutenait alors sans réserve le programme réactionnaire français de ce régime bonapartiste sénile (la « Révolution nationale »), programme dont la collaboration avec l'Allemagne nazie victorieuse n'était que la condition nécessaire.

C'est ainsi que les premières mesures antisémites de Vichy, le « statut des Juifs » du 18 octobre 1940, n'étaient en rien une capitulation devant les exigences nazies mais l'expression d'une politique antisémite autonome, dans le prolongement des mesures contre les « étrangers clandestins » prises en 1938 par le Parlement du Front populaire. Comme l'écrivait Paxton et Marrus dans leur remarquable ouvrage *Vichy et les Juifs*, « Vichy installait un antisémitisme concurrent ou rival plutôt qu'il ne se mettait à la remorque de l'antisémitisme allemand ». Cependant, elle se retrouvera en totale concordance avec celle des nazis à partir de l'été 1942, quand ceux-ci mettront en place la « solution finale » — la déportation en masse des Juifs de toute l'Europe

vers les camps d'extermination —, Vichy mettra son administration au service de l'Holocauste. Les policiers et les gendarmes dirigés par René Bousquet se chargeront alors de fichier, d'arrêter et de parquer les Juifs dans les camps de concentration français de Beaune-la-Rolande, Pithiviers, Drancy dont « on affirme que le camp de Dachau, de réputation si fameuse, n'est rien en comparaison » (*Ibid*): 3 000 Juifs mourront de faim et de mauvais traitement dans le camp de Drancy. Et les flics français entassèrent dans les wagons à bestiaux en partance pour Auschwitz et Buchenwald la quasi-totalité des 75 000 Juifs déportés de ce pays. Seuls 2 500 en ressortirent vivants. La vérité c'est que la bourgeoisie française et son appareil d'Etat ont participé de leur plein gré à la « solution finale ».

C'est ainsi que la Milice, fondée le 31 janvier 1943, n'était pas seulement une force supplétive de la Gestapo mais une organisation paramilitaire et policière fasciste, une version française des SS, dont les membres s'engageaient par serment solennel à lutter « contre la démo-



Mitterrand (à droite), ministre de l'Intérieur en 1954-55, dirigea la répression coloniale en Algérie. Du haut fonctionnaire pétainiste au président « de gauche » la continuité sanglante de l'Etat français. (Ci-contre la LTF commémorant, le 17 octobre 1991, le 30<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Algériens à Paris.)

cratie, pour l'autorité », « contre le bolchévisme, pour le nationalisme » ou encore « contre la lèpre juive, pour la pureté française ».

Ce n'est qu'à partir de l'hiver 1942-43, où la Wehrmacht de Hitler subit à Stalingrad une défaite décisive après laquelle devint clair que l'Allemagne perdrait la guerre, que des pans de la bourgeoisie commencèrent à se détacher de Vichy et à se rallier à de Gaulle. Ce dernier ne s'opposait à Pétain que sur le choix des alliances (les USA et la Grande-Bretagne et non l'Allemagne) à contracter alors pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Un certain nombre de politiciens réactionnaires qui avaient adhéré à la « Révolution nationale » de 1940 — y compris à son antisémitisme — entrèrent dans la « Résistance » pour continuer leur combat anticommuniste. Ils furent accueillis à bras ouverts par de Gaulle, mais aussi par ses alliés du PCF.

En se plaçant sous les ordres de De Gaulle, la direction du PCF avait entièrement subordonné son action au programme chauvin bourgeois du chef de la « France libre »: bouter les Allemands hors de France, y restaurer l'ordre capitaliste menacé par l'effondrement inévitable du régime vichyste, reconquérir l'empire colonial. En 1944, les ministres « communistes » du gouvernement dirigé par de Gaulle contribuèrent à liquider une situation pré-révolutionnaire en désarmant les partisans FTP (le mot d'ordre du PCF était alors « un seul Etat, une seule police, une seule armée ») et en brisant les grèves ouvrières (« la grève, c'est l'arme des trusts », proclamait Thorez, secrétaire général du PCF). En même temps, les Thorez et Cie participaient activement au rétablissement de l'« ordre » colonial, soutenant par exemple la répression sauvage de l'insurrection algérienne à Sétif, le 8 mai 1945.

La trahison de la direction du PCF permit à de Gaulle et à la bourgeoisie de faire en sorte que l'appareil d'Etat de Vichy « s'épure » lui-même — sacrifiant sur l'autel de la reconstruction nécessaire de l'Etat bourgeois une série de brutes fascistes sanguinaires, comme agents des Allemands, et épargnant presque totalement les hauts fonctionnaires qui n'avaient fait « que » servir loyalement l'Etat français. Ils purent continuer leur carrière après la guerre, dans l'armée, la police, la « justice »... Seule une révolution socialiste victorieuse — pour laquelle nos camarades du Parti communiste internationaliste combattirent alors — aurait pu faire justice des crimes de Vichy.

### Bousquet, Papon, Mitterrand: la continuité de l'Etat français

René Bousquet, chef de toutes les polices de Vichy de mai 1942 à janvier 1944, et à ce titre responsable notamment de la grande rafle du Vel d'Hiv le 16 juillet 1942 — au cours de laquelle 13 000 Juifs (dont 4 000 enfants, contre l'avis même des nazis qui trouvaient prématu-

Boulanger pour avoir publié un livre sur ses forfaits de 1940-44 (*Maurice Papon, un technocrate dans la collaboration*)!

Si Maurice Papon se sent tellement intouchable, c'est que depuis onze ans, plusieurs tentatives d'inculper cette crapule pour « crimes contre l'humanité » se sont heurtées à l'inertie de la « justice » bourgeoise et en particulier à la détermination farouche de Mitterrand à empêcher à tout prix le procès d'un haut fonctionnaire vichyste.

Dans un recueil d'entretiens donnés en 1990 au journaliste Michel Wierviorka publié à la veille de l'ouverture du procès Touvier, Mitterrand oppose l'ex-milicien, appartenant « à une sorte de pègre politique », à l'ex-haut fonctionnaire Bousquet: « Bousquet est un haut fonctionnaire qui a été pris dans un engrenage. Il n'a pas, individuellement, le caractère bas que je prête à Touvier [...]. Bousquet constitue le prototype même de ces hauts fonctionnaires qui ont été compromis ou se sont laissés compromettre. Jusqu'à quel degré... Là, il fallait en juger. Ça a été jugé, d'ailleurs, après la guerre. Quarante-cinq ans après,



ce sont des vieillards. Il ne reste plus beaucoup de témoins et cela n'a plus guère de sens [...]. J'ai moi-même, au bout de vingt ans, fait amnistier les généraux rebelles d'Algérie » (Nous entrerons dans la carrière).

En 1971, le président gaulliste Pompidou avait gracié Touvier et s'en était justifié quelques mois plus tard lors d'une conférence de presse: « Allons-nous éternellement entretenir saignantes les plaies de nos désaccords nationaux? Le moment n'est-il pas venu de jeter le voile, d'oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas, s'entredéchiraient et même s'entre-tuaient (cité dans Henry Rousso, *le Syndrome de Vichy*). Vingt ans plus tard, Mitterrand renchérit, au nom de la « paix sociale », en expliquant qu'« on ne peut pas vivre éternellement sur ces choses » (Nous entrerons dans la carrière). Ou, comme dit Le Pen à propos du nazisme, « le passé est le passé: à un moment donné, il faut tirer un trait » (cité dans Edwy Plenel, *la Part d'ombre*).

En voulant à toute force, une fois encore, « tourner la page » sur Vichy et protéger ces « hauts fonctionnaires qui ont été compromis », Mitterrand ne cherche pas seulement à enterrer les crimes restés impunis de la bourgeoisie française et de son Etat. Le « sphinx de l'Elysée » se bat aussi pour éviter d'être rattrapé, au seuil de la tombe, par son propre passé de serviteur du régime pétainiste, autour de qui a continué à graver jusqu'à aujourd'hui un cercle d'ex-criminels de guerre vichystes et d'hommes de la droite la plus extrême — ce que le journaliste Edwy Plenel, qui a récemment contribué à révéler ce passé et ces amitiés, appelle pudiquement « la part d'ombre du mitterrandisme ».

Entre 1941 et 1943, François Mitterrand, adepte de l'Action française, a occupé à Vichy le poste de chargé de l'in-



formation au Commissariat général aux prisonniers de guerre. En décembre 1942, il publiait dans *France, revue de l'Etat nouveau*, feuille pétainiste (fondée par un responsable de la cagoule fasciste) où s'épanchaient régulièrement les chantages de l'antisémitisme, un article où il évoquait la défaite de 1940 comme un produit de « cent cinquante années d'erreurs » (lire cent cinquante ans de république, thème classique de la droite réactionnaire). Et, en 1943, il fut décoré de l'ordre pétainiste de la francisque... Par la suite, sans rien renier de son engagement à Vichy, Mitterrand — quand le vent eut tourné sur le front Est — entra dans la Résistance. Mais cela ne l'empêcha pas de continuer à cultiver sa vie durant certaines des « relations » qu'il avait nouées dans les hautes sphères de Vichy. Devenu président de la république « de gauche », il continuera en particulier à fréquenter René Bousquet, qui avait fait une brève et dernière incursion dans la vie publique en se présentant aux élections législatives en 1958 sous la bannière de l'USDR, le petit parti bourgeois que dirigeait alors le futur président « socialiste ».

Le cercle des « amis » de Mitterrand comptait aussi feu Charles Hernu, ancien membre des Chantiers de jeunesse, pétainistes, (Jean Guisnel, *Charles Hernu, la République au cœur*) qui fut ensuite un des fidèles parmi les fidèles de Mitterrand avant de devenir son ministre de la « Défense ». Ou François de Grossouvre, anticommuniste fanatique qui, pendant des décennies, assura la liaison entre l'« homme de gauche » Mitterrand et l'univers crapuleux des services secrets: lui aussi pétainiste devenu « résistant » avant d'entrer dans les services secrets, il avait notamment organisé, au début des années 50, la version française de « Gladio » — un réseau clandestin de terroristes anticommunistes ayant pour mission d'entrer en action en cas d'invasion soviétique et mis sur pied par la CIA sur le modèle des *Werewolf nazis*.

Derrière les apparentes contradictions de la carrière, des amitiés et des convictions proclamées de Mitterrand, il existe une profonde continuité. Que ce soit

## Ce dont a peur la direction de LO

La direction de Lutte ouvrière (LO) bouffe à nouveau la démocratie ouvrière. Cette année encore, elle tente d'exclure la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) de sa « Fête » en nous refusant un stand.

Déjà, l'an dernier, elle nous avait refusé un stand, espérant ainsi nous empêcher de dénoncer la vilénie commise en 1991 par son « service d'ordre » qui avait agressé plusieurs jeunes Noirs (accusés d'un vol, sans autre présomption que la couleur de leur peau!) et espérant aussi nous empêcher de dénoncer ses agissements antihomosexuels. Elle avait en effet refusé un stand, en 1992, à Act-Up, un groupe combatif de lutte contre le sida. Nous avions alors distribué dans les stands de la Fête un tract, provoquant les foudres de LO qui nous menaçait alors de nous exclure de ses futures Fêtes. Nous avions riposté immédiatement en organisant une manifestation de protestation dans la Fête même contre l'exclusion d'Act-Up et la nôtre (lire *Le Bolchévique* n° 124, juillet-août 1993).

Cette année, la direction de LO nous accuse, dans la lettre qu'elle nous a adressée le 25 avril, de refuser de « respecter les règles, nécessaires à la convivialité de tous les groupes qui sont présents [à la Fête] ». Et, pour preuve de notre manque de « convivialité » (sic), elle prétend que nous dénoncions « LO comme une organisation raciste ».

Ce dont, en réalité, nous avons accusé et continuons à accuser la direction de LO (et c'est précisément ce qu'elle cherche à esquiver), c'est d'avoir soutenu des *actes de ségrégation raciste*: les exclusions d'établissements scolaires, à Creil en 1989, à Villeneuve-la-Garenne en 1992 et à Nantua en 1993, de jeunes filles d'origine maghrébine et turque, portant le foulard islamique. A Villeneuve-la-Garenne, elle a même participé activement, de son propre aveu, à ces exclusions racistes (voir notre article « Foulards islamiques et exclusions racistes à Nantua - LO persiste et signe », *le Bolchévique* n° 126, janvier-février).

Staline aimait dire que le papier accepte tout ce qu'on écrit dessus. Pour les directions réformistes/centristes, falsifications et calomnies ont une fonction: dresser un mur — quand ce n'est pas tracer une ligne de sang — entre leurs militants et les révolutionnaires. C'est la seule « réponse » qu'est capable de donner la direction de LO — non seulement à notre intention mais aussi à celle de ses propres militants qui n'avaient pas les arguments avancés par leur direction pour défendre ses positions et ses actes infâmes dans l'« affaire des foulards ».

Organisation *économiste-réformiste, étroitement hexagonale*, LO a toujours manifesté une indifférence crasse envers toute oppression qui ne peut se

réduire à la lutte économique immédiate des travailleurs contre leur patron: l'oppression spécifique que subissent sous le capitalisme les femmes, les homosexuels, les jeunes, les immigrés. Au contraire, à force de chercher à s'implanter dans les couches arriérées des « travailleurs du rang », elle s'est adaptée à leurs préjugés (antifemmes, homophobes, racistes) qui reflètent l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie.

Nous avons toujours mis en garde les militants de LO que l'indifférence de leur direction à l'égard de l'oppression raciste pourrait, sous la pression de la guerre anti-immigrée déchainée par la bourgeoisie, entraîner leur organisation sur des voies bien dangereuses. Nous renouvelons cette mise en garde avec d'autant plus de force aujourd'hui que des jeunes, qui se sont radicalisés dans la mobilisation anti-« CIP », pourraient être attirés par les prétentions de LO à représenter le communisme. Leur place n'est pas dans LO. Et nous réaffirmons notre ferme volonté, face aux bureaucrates antitrotskystes qui veulent étouffer la démocratie ouvrière, de poursuivre avec intransigeance notre combat pour le parti et le programme révolutionnaires — un combat qui nécessite de démasquer impitoyablement les charlatans d'« extrême gauche » qui, telle LO, camouflent leurs misérables capitulations derrière leur référence (de pure forme) au communisme.

comme haut fonctionnaire pétainiste qui, en 1942, défendait la « Révolution nationale »; comme fondateur et chef d'un réseau de Résistance qui, de 1943 à 1944, luttait pour bouter le « Boche » hors de France; comme ministre de l'Intérieur qui en 1954 proclamait: « *L'Algérie, c'est la France* » et dirigeait la répression contre les combattants du FLN; ou comme président « de gauche » élu, en 1981, avec le soutien des réformistes du PCF et de

l'« extrême gauche » antisoviétique: d'un bout à l'autre, l'anticommuniste Mitterrand a défendu le pouvoir et les profits de sa classe: la bourgeoisie.

La bourgeoisie française ne peut pas rendre justice aux victimes des Touvier et autres Papon parce que leurs crimes sont ses crimes. Elle n'a jamais reculé devant les pires abominations pour maintenir sa domination de classe. Et elle continue.

Pour rendre justice à toutes les victi-

mes des criminels de guerre à la solde de l'impérialisme français — des Juifs fusillés par Touvier aux Irakiens massacrés par la soldatesque de Mitterrand pendant la guerre du Golfe en passant par les Vietnamiens et les Algériens tombés pour libérer leurs pays du joug colonial français — il faudra une révolution socialiste qui mettra définitivement hors d'état de nuire cette bourgeoisie aux mains dégoulinantes de sang.

## Kurdes...

Suite de la page 3

beaucoup vivent là depuis des dizaines d'années tout en étant privés des droits de citoyenneté. Les ouvriers kurdes et turcs constituent une composante stratégique et combative du mouvement syndical allemand. Mais des nationalistes kurdes désespérés, acculés le dos au mur par les attaques génocides du régime turc, s'en sont pris à tout ce qui est turc, y compris en perpétrant des actes de terreur indiscriminée ignobles contre des restaurants, des centres culturels et des agences de voyages turcs.

Les attaques contre les Kurdes ont lieu dans un climat de résurgence du nationalisme allemand déchainé par la réunification capitaliste de l'Allemagne. Cette réunification a encouragé la terreur meurtrière des nazis — depuis le pogrome de Rostock en 1992 jusqu'à l'attentat à la

bombe incendiaire contre une synagogue à Lübeck fin mars, en passant par les assassinats racistes de familles turques à Mölln et à Solingen il y a quelques mois. Tout cela fait partie de l'offensive antiouvrière menée par la bourgeoisie allemande pour diviser le mouvement ouvrier et lui faire payer la facture de l'*Anschluss* (annexion) de l'ancien Etat ouvrier allemand.

Le mouvement ouvrier international doit de façon urgente crier son indignation face à la persécution raciste des Kurdes par le IV<sup>e</sup> Reich, qui menace de les expulser vers les salles de torture et les pelotons d'exécution de son allié de l'OTAN à Ankara. Avec le Comité de défense sociale, soyez présents le 14 avril pour exiger: *A bas l'interdiction par les autorités allemandes du PKK et de toutes les autres organisations kurdes! A bas l'interdiction du groupe de gauche turc Devrimci Sol! Halte aux expulsions!*

## Dien Bien Phu...

Suite de la page 2

révolutionnaire, armé du programme trotskyste de la révolution permanente, luttant pour que la classe ouvrière, à la tête des paysans et des opprimés, instaure son propre pouvoir de classe, un régime basé sur la démocratie des soviets et l'extension internationale de la révolution. C'était le programme défendu par les trotskystes vietnamiens, dirigés par notre camarade Ta Thu Thau, qui se battaient à la fois pour l'indépendance et la révolution socialiste, et qui furent décimés par les impérialistes avec l'aide des stalinien vietnamiens.

Les enjeux dans la guerre d'Indochine dépassaient les visées de restauration colonialiste de la France. L'Indochine était aussi un front avancé de la campagne de guerre froide, menée par les impérialistes contre l'Etat ouvrier déformé chinois et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Pour « barrer la route du Sud au communisme en Asie », les impérialistes américains envoyèrent ainsi armes et dollars pour prêter main-forte aux Français dans cette sale guerre.

L'impérialisme américain, prenant la suite des impérialistes français, après deux décennies de guerre sanguinaire, subira à son tour une mémorable défaite avec la prise de Saïgon par les armées du FNL vietnamien en 1975.

Aujourd'hui, dans la foulée de la destruction de l'URSS, les impérialistes veulent regagner au capitalisme les derniers Etats ouvriers déformés, la Chine, Cuba, la Corée du Nord, le Vietnam. Les bourgeoisies française et américaine

veulent prendre leur revanche sur les deux défaites cuisantes que les ouvriers et paysans vietnamiens leur ont infligées. Impérialistes, bas les pattes devant le Vietnam, Cuba, la Chine et la Corée du Nord! Défense militaire de ces pays contre les menaces impérialistes!

Cédant à la pression des impérialistes, les stalinien au pouvoir au Vietnam ont déjà ouvert le pays au marché capitaliste, bradant ainsi les acquis des luttes héroïques des ouvriers et paysans vietnamiens arrachés à la barbarie impérialiste. Ce qu'il faut, c'est une véritable révolution politique prolétarienne qui balayera la domination bureaucratique stalinienne et instaurera un régime internationaliste basé sur la démocratie ouvrière des soviets!

Nous, trotskystes, saluons la victoire de l'armée vietnamienne à Dien Bien Phu. Nous rendons hommage et défendons tous les Boudarel et autres « traîtres communistes » qui ont accompli leur devoir internationaliste en choisissant le camp des opprimés en lutte contre la soldatesque coloniale de leur propre bourgeoisie. En 1950, Georges Boudarel, jeune militant communiste, enseignant à Saïgon, avait rejoint les maquisards du Vietminh. C'est cet héroïque combattant qu'aujourd'hui la bourgeoisie et la social-démocratie française poursuivent de leur haine anticommuniste, qu'elles ont voulu livrer aux nerfs du Front national et qu'elles continuent à persécuter! A bas la chasse aux sorcières contre Boudarel! Contre la racaille fasciste, contre cette bourgeoisie capitaliste barbare dont le drapeau est souillé du sang des opprimés, nous disons haut et fort: Pour un, deux, trois, plusieurs Dien Bien Phu!

### MEETING DE LA LTF

Pour une république ouvrière centrée sur les Noirs!

Elections en Afrique du Sud  
Accord de l'ANC avec les maîtres de l'apartheid

Pour un parti ouvrier bolchévique!

Vendredi 3 juin, 19 h 30

LSC - 69 ter, rue de la Chapelle - 75018 Paris (M° Porte de la Chapelle)

Pour toute information, tél : 42 08 01 49

## Touvier : un procès pour absoudre les crimes de Vichy

Le 19 avril, la cour d'assises de Versailles condamnait Paul Touvier à la réclusion à perpétuité pour « *complicité de crime contre l'humanité* ». De septembre 1943 à août 1944, ce fasciste avait été le chef du « Deuxième service » de la Milice de Lyon, une bande de tueurs chargés, avec leurs congénères de la Gestapo (opérant sous les ordres de Klaus Barbie), de traquer les Juifs et les résistants (et en particulier les communistes). Ces nervis avaient arrêté, pillé, torturé, assassiné en toute impunité sous les ordres de Touvier, dont le bureau était installé juste sous la salle de tortures. On estime que, pendant cette période, la répression nazie et vichyste dans la région lyonnaise s'est traduite par plus de 14 000 arrestations, 4 200 meurtres ou exécutions, 290 viols et 2 800 déportations (*l'Humanité*, 9 avril).

Comme son collègue Barbie, Touvier est resté toute sa vie un fasciste endurci. Quelqu'un qui, quelques années avant son arrestation en 1989, collectionnait les insignes nazis et remplissait un « journal intime » de griffonnages antisémites orduriers. On peut notamment aussi y lire, à propos d'un passage de Le Pen à la télévision : « *Enfin, un peu d'air pur* » (*le Monde*, 1<sup>er</sup> avril). Touvier est un fasciste typiquement français, enraciné dans le fumier réactionnaire de l'intégrisme catholique, qui déclare à propos des sept otages juifs qu'il a fait fusiller le 29 juin 1944 à Rillieux-la-Pape: « *On sourit quand je dis que j'ai fait faire des messes. Des messes pour les Juifs, c'est valable* » (*l'Humanité*, 30 mars).

Pendant un demi-siècle, des centaines d'hommes et de femmes sont morts sans avoir vu juger et condamner celui qui avait envoyé à la mort une sœur, un frère, un père, une mère, un camarade. Des criminels de guerre comme Touvier devraient être jugés par un tribunal formé de leurs victimes survivantes. Mais de cet acte élémentaire de justice, l'Etat bourgeois et ses tribunaux en sont bien incapables : l'Etat français ne peut venger ses propres victimes !

Ni la justice ni la vérité n'étaient admises à franchir les portes de la cour d'assises de Versailles. Le décor même du procès signifiait symboliquement les limites à ne pas dépasser. Contrairement



Michel Gangne/AFP

Touvier (à gauche) avec son avocat. A droite, à l'extérieur du tribunal, un rescapé du camp de concentration d'Auschwitz réclame vengeance.

à Barbie, c'est à Versailles et non à Lyon, le lieu de ses crimes, que Touvier a été jugé — une décision qui provoqua la colère légitime des associations juives, de déportés et de résistants. Jean Lévy, président de l'antenne Rhône-Alpes du CRIF, disait ainsi son indignation: « *Comme s'il fallait faire une exception avec le droit commun, prendre des gants et s'en-tourer de beaucoup plus de précautions pour juger un Français que pour juger un Allemand pareillement prévenu de crime contre l'humanité* » (*le Monde*, 17 mars).

Si Touvier (après avoir bénéficié d'un non-lieu en 1992) a finalement été jugé — et c'est le premier Français depuis l'« épuration » —, c'est dans une large mesure parce que l'écroulement de l'URSS et la restauration du capitalisme dans l'ex-bloc soviétique permettent aux bourgeoisies occidentales de tourner la page sur certains aspects particulièrement peu reluisants de la guerre froide, qui appartiennent désormais à un « passé révolu ». Parmi ces épisodes « noirs » de la guerre froide figurent en bonne place la protection et l'utilisation pour de multiples basses besognes de ces fanatiques de l'anticommunisme qu'étaient les hommes de main du régime nazi et de ses alliés, Waffen SS, gestapistes, miliciens et autres oustachis.

Protégée par les services secrets occidentaux, prise en charge par les réseaux de l'Eglise catholique (notamment la célèbre « filière du rat » qui permit à Barbie et à des centaines d'autres nazis de fuir l'Europe), cette lie de l'humanité a pu échapper à tout châtiment et souvent reprendre du service dans la nouvelle croisade anticommuniste menée non plus par le III<sup>e</sup> Reich nazi mais par le « monde libre » impérialiste — et aussi, en particulier en France, dans la répression des luttes de libération nationale dans les colonies. Touvier, qui conservait des « amis » au sein de la police (laquelle l'avait d'ailleurs complaisamment laissé s'échapper du siège de la DST en 1947), déclare ainsi avoir été contacté pour reprendre du service en Algérie en 1960, en ajoutant qu'« *évidemment, j'aurais été bien accueilli* » (*Progrès de Lyon*, 6 avril). Qui peut en douter ?

Pendant plus de trente ans, le milicien Touvier « en fuite », condamné à mort par contumace en 1946 et 1947, a bénéficié — au vu et au su de la police et de la « justice » — de la protection constante et vigilante de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, aussi anticommuniste qu'antisémite, qui avait accordé sa bénédiction au régime de Vichy. Le chroniqueur religieux du *Monde* énumère ainsi la liste de ses protecteurs en « *soutane noire et robe de bure* »: « *Des prêtres de la région de Chambéry, ses premiers confidents et confesseurs ; des prieurs de monastères huppés et d'excellente réputation comme la Grande Chartreuse (André Poisson), Hautecombe (Edouard Dupriez) ou Tamié ; des prélats aussi peu liés à l'extrême droite que Mgr Alfred Ancel, proche des prêtres ouvriers, ou Mgr Jean Rodhain, fondateur du Secours catholique, un secrétaire général de l'épiscopat (Mgr Gouet), un secrétaire particulier de l'archevêché de Lyon (Mgr Duquaire), etc.* » (*le Monde*, 17 mars). Et l'on pourrait ajouter la protection de l'archevêque de Lyon lui-même (le cardinal Gerlier) — sans parler du cardinal Villot, le secrétaire d'Etat du Vatican en personne... Aujourd'hui, cette même Eglise catholique est pourtant présentée comme une victime de Touvier, qui aurait réussi à abuser de la charité

chrétienne de quelques prélats trop « naïfs » !

### Un procès de « collabo » pour blanchir Vichy

Sur le plan juridique, le procès de Versailles était enserré à l'avance dans un carcan aussi étroit que rigide. La loi française stipulant que les crimes de guerre sont prescrits après un délai de trente ans, Touvier ne peut plus en effet être jugé aujourd'hui que pour « crimes contre l'humanité ». En 1985, un arrêt de la cour de cassation a défini le « crime contre l'humanité » comme étant constitué par les « *actes inhumains et les persécutions* » commis « *au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique* ». En liant ainsi le « crime contre l'humanité » non pas à la nature du crime mais à celle de l'Etat qui le commet, il permettait de réduire ledit crime au seul régime nazi et aussi d'absoudre les crimes commis par l'impérialisme français dans les sales guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. En 1992, un autre arrêt de la cour de cassation excluait explicitement, au nom de l'anticommunisme, du nombre des Etats coupables de « crimes contre l'humanité » le régime de Vichy qui non seulement n'aurait pas eu d'« *idéologie précise* » mais qui « *n'arriva jamais [...] à la proclamation officielle que le Juif est l'ennemi d'Etat, comme ce fut le cas en Allemagne* » (*le Monde*, 15 avril 1992). En vertu de ces décisions, la « justice » française est donc autorisée à juger un nazi allemand y compris pour avoir persécuté des résistants français; mais elle ne peut juger un criminel de guerre vichyste que s'il s'est rendu « *complice d'un pays de l'Axe* » (en pratique, l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste).

Dans ce cadre, Touvier n'était jugé que pour un seul de ses crimes: le massacre des sept otages juifs de Rillieux-la-Pape, fusillés en représailles de l'exécution par la Résistance du secrétaire d'Etat à la propagande de Vichy Philippe Henriot. Et l'enjeu principal des débats était de savoir si Touvier et ses miliciens, en envoyant ces otages juifs à la mort, a-

Suite page 10



Süddeutscher Verlag

Camp de concentration, proche d'Orléans, gardé par la police française. La bourgeoisie française et son Etat ont participé de leur plein gré à l'Holocauste.